

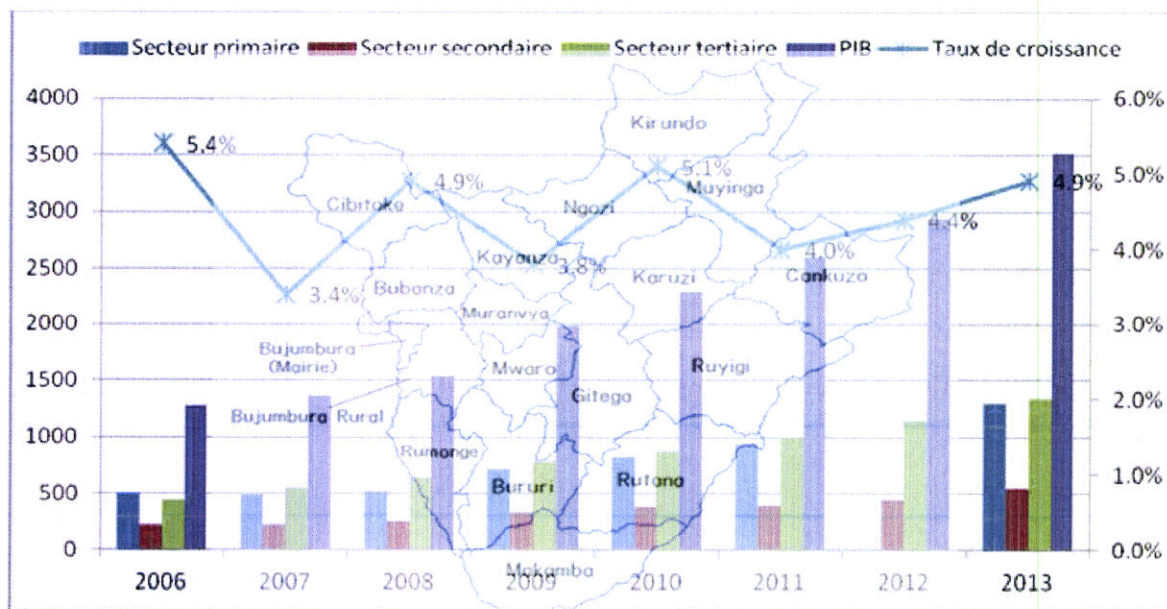
INSTITUT DE STATISTIQUES ET D'ETUDES
ECONOMIQUES DU BURUNDI



DIRECTION GENERALE

TITRE : COMPTES DE LA NATION 2013

DATE DE PRODUCTION : DECEMBRE 2015



DATE DE PUBLICATION : MAI 2016

ISTEEBU, Zone Rohero, Quartier INSS, Avenue de l'Aviation, N°06, B.P. 1156 BUJUMBURA,
Tél. : (+257) 22 22 2149/22 22 67 29, 22 21 67 34/35, FAX : (+257) 22 22 26 35,
E-Mail : isteebu@isteebu.bi, isteebubdi@gmail.com, Site Web : www.isteebu.bi

Devise : " En marche avec les Statistiques Fiables au Service du Développement "

Avant propos et remerciements

Le Ministère à la Présidence chargé de la Bonne Gouvernance et du Plan, par le biais de l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU), a le plaisir de vous présenter le rapport sur les comptes nationaux du Burundi, édition 2013.

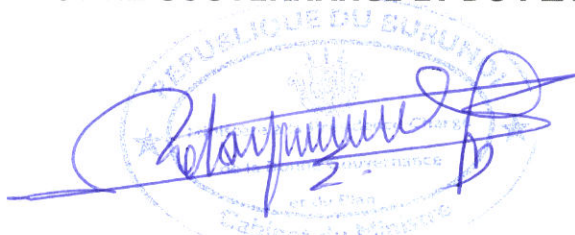
Le présent rapport est consacré aux comptes nationaux de l'année comptable 2013 qui fournissent une évaluation du niveau du Produit Intérieur Brut et du taux de croissance enregistré au cours de cet exercice.

La méthodologie de travail utilisée dans le cadre de ce travail est conforme au Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN 93) et les nomenclatures d'activités et de produits utilisées sont une adaptation au contexte burundais des nomenclatures établies par l'Observatoire Economique et Statistique de l'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) pour ses Etats membres, à savoir la Nomenclature d'Activités des Etats Membres d'AFRISTAT (NAEMA) et la Nomenclature de Produits des Etats Membres d'AFRISTAT (NOPEMA) qui, elles-mêmes, dérivent respectivement de la Classification Internationale Type par Industrie, révision 3 (CITI rév 3) et de la Classification Centrale des Produits, révision 2 (CPC, rév 2).

En cette occasion, le Ministère tient à remercier tous les partenaires techniques et financiers du Burundi pour le soutien dont le pays a bénéficié tout au long des travaux de production des comptes nationaux, sans oublier toutes les structures publiques et privées qui ont répondu favorablement aux différentes requêtes en informations indispensables à la bonne analyse des agrégats macroéconomiques.

Les tableaux publiés ne constituant qu'une partie des informations disponibles, les utilisateurs intéressés peuvent prendre contact avec l'ISTEEBU pour des informations complémentaires.

**LE MINISTRE A LA PRESIDENCE CHARGE DE LA
BONNE GOUVERNANCE ET DU PLAN,**



Ir. Serges NDAYIRAGIJE.-

Equipe technique

Supervision générale

1. Directeur Général : NDAYISHIMIYE Nicolas

Coordination technique

**1. Directeur du Département des Etudes
et Statistiques Economiques et Financières :** SIBOMANA Jean Claude

**2. Chef de service des Etudes et Statistiques
des entreprises et Comptabilité Nationale :** BUKURU Lydia

Equipe de rédaction :

1. Mr Dunia Prudence, chargé des statistiques du commerce extérieur et des ISBLSM
2. Mr Pascal NDAGIJIMANA, chargé des statistiques des entreprises et du calcul du loyer imputé
3. Mme Rachel MUHORAKEYE, chargée des statistiques des finances publiques
4. Mme Florence NSHIMIRIMANA, chargée des statistiques des finances publiques
5. Mme Emilienne NDUWIMANA, chargée des statistiques de la pêche et du secteur informel
6. Mme Jacqueline RUSAKE, chargée des statistiques des banques et assurances
7. Mr Jean Pierre KARAKURA, chargé des statistiques de l'agriculture, élevage et sylviculture.

Diffusion :

**1. Chef de la cellule « Traitement de l'information,
publication et documentation :** Spès NIMBONA

Sommaire

Avant propos	2
Equipe technique	3
I. Principaux résultats des comptes de la nation 2013	5
II. Produit Intérieur Brut – Optique Production	6
II.0. Structure du PIB par secteur d'activité	6
II.1. Secteur primaire	6
II.2. Secteur secondaire	7
II.3. Secteur tertiaire	8
II.4. Part du secteur informel dans le PIB	9
II.5. Contribution à la croissance du PIB des différents secteurs d'activités	9
III. Produit Intérieur Brut (PIB) – Optique Demande	11
III.0.Introduction	11
III.1. Demande Intérieure	12
III.1.1. Consommation Finale	12
III.1.2. Formation Brute de Capital Fixe	13
III.2. Echanges Extérieurs	14
III.2.1.Exportations	15
III.2.2.Importations	15
III.3. Contribution des Emplois du PIB à la croissance réelle	15
CONCLUSION	17
Annexe 1 : Tableaux Statistiques	18
Annexe 2 : Méthodologie d'élaboration des comptes nationaux	32

0. Introduction

La présente publication est consacrée aux comptes nationaux de l'année comptable 2013. Elle fournit une évaluation des principaux résultats de la comptabilité nationale sur cette période.

La méthodologie d'élaboration utilisée dans le cadre de ce travail est conforme au SCN 93 et les nomenclatures d'activités et de produits utilisées sont une adaptation au contexte burundais des nomenclatures établies par AFRISTAT pour ses Etats membres, à savoir la Nomenclature d'Activités des Etats Membres d'AFRISTAT (NAEMA) et la Nomenclature de Produits des Etats Membres d'AFRISTAT (NOPEMA), qui elles-mêmes dérivent respectivement de la Classification Internationale Type par Industrie (CITI), révision 3 et de la Classification Centrale des Produits (CPC) .

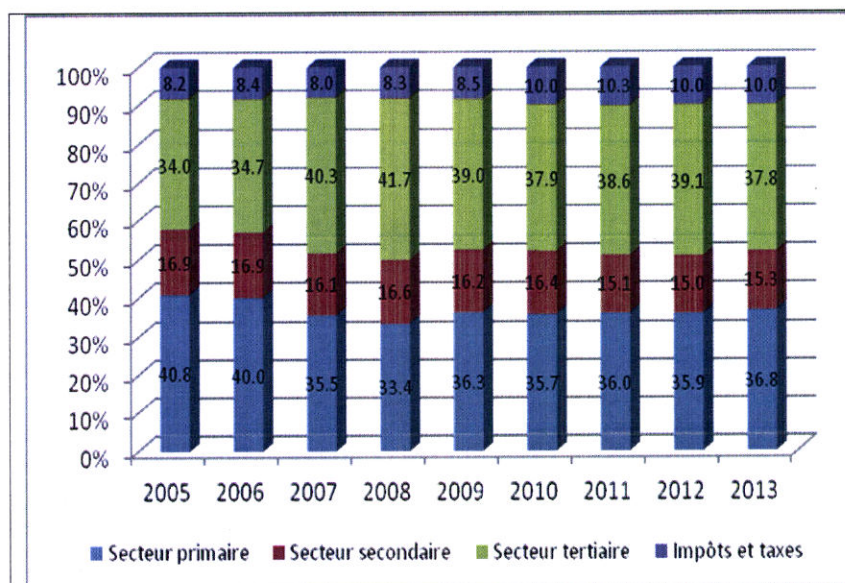
I. Principaux résultats des comptes de la nation 2013

- ✚ Un taux de croissance réel en 2013 de 4,9% contre 4,4% en 2012.
- ✚ Un PIB réel de 3 521,76 milliards de FBU à prix constants de 2012.
- ✚ Un PIB de 3 812,50 milliards de FBU en 2013 à prix courants contre 3 357,29 milliards de FBU en 2012.
- ✚ Un relèvement de 10,3% du PIB par habitant qui se situe à 412 192 FBU en 2013 contre 373 808 FBU en 2012, pour une population estimée à 9 249 335 habitants.
- ✚ Un PIB par habitant, exprimé en dollars américains, qui a progressé de 2,7% entre 2013 et 2012, soit 266\$ en 2013 contre 259\$ en 2012.
- ✚ Un taux de dépréciation du franc burundais par rapport au dollar américain de l'ordre de 7,5% avec un taux de change moyen annuel passant de 1 442,5 FBU pour 1 dollar américain en 2012 à 1 555,1 FBU pour 1 dollar américain en 2013.
- ✚ Un déflateur du PIB avec une hausse de 8,3% traduisant ainsi une forte augmentation du niveau général des prix.

II. Produit Intérieur Brut – Optique Production

II.0. Structure du PIB par secteur d'activité

Graphique : Structure du PIB par secteur d'activité



L'année 2013 est caractérisée par une reprise du secteur primaire. En effet ; ce secteur qui, depuis 2007 était moins représentatif que le tertiaire commence à le rattraper. Cette reprise du secteur primaire est essentiellement liée à la politique agricole d'alors caractérisée entre autres par le programme national de (i) subventionner les engrais

chimiques, (ii) distribuer des semences sélectionnées, (iii) multiplier et distribuer des boutures de manioc résistant à la mosaïque. A côté de cette politique agricole, il faut également signaler que l'année 2013 a été caractérisée par une pluviométrie favorable à la production agricole.

Le poids du secteur secondaire, lui, reste stable depuis 2005 et le poids moyen sur la période oscille autour de 16,0%. En 2013, le poids du secteur secondaire par rapport au PIB réel est de 15,3%.

Le secteur tertiaire, reste quant à lui le plus important, avec 37,8% du total du PIB. Ce secteur est essentiellement soutenu par les services publics.

II.1. Secteur primaire

Le secteur primaire a connu une croissance de 8,4% en 2013 tirée principalement par l'agriculture vivrière qui enregistre une croissance de 20,4%.

Par contre, l'agriculture d'exportation affiche une décroissance de 43,0% au cours de la même année. Cette contreperformance est due essentiellement à la baisse de la production du café en raison de sa cyclicité.

En effet, la production du café obtenue au cours de la campagne 2013/2014 est de 10 769 tonnes contre 23 775 tonnes obtenus au cours de la campagne précédente, soit une diminution de 54,7%. Et ce, malgré les efforts visant l'accroissement des rendements par l'approvisionnement en intrants et matériel caféicole.

A côté de cette contreperformance du café, il ya eu aussi l'élevage qui a enregistré un taux de croissance négatif de 48,2%. Cette diminution est due essentiellement à la baisse de la production en sous-produits de l'élevage notamment le lait. La pêche est également en diminution par rapport à 2012, la pêche enregistre une croissance négative de 27,4%.

Tableau 1 : Valeur ajoutée du secteur primaire à prix courants et constants de l'année précédente, en milliards de FBU

	2012		2013		Taux de croissance réelle
	Prix constants de 2011	Prix courants	Prix constants de 2012	Prix courants	
Secteur primaire	1 057,5	1 192,2	1292,7	1 462,7	8,4
Agriculture vivrière	853,5	948,6	1141,9	1 287,0	20,4
Agriculture d'exportation	72,9	101,3	57,7	72,9	-43,0
Forêt	22,6	25,2	27,8	31,7	10,1
Elevage	94,5	94,7	49,1	50,0	-48,2
Pêche	14,0	22,3	16,2	21,2	-27,4

Source : ISTEEBU, Comptes nationaux

II.2. Secteur secondaire

Le secteur secondaire qui représente 15,3% du PIB réel regroupe les activités d'extraction, d'industries, de construction et de production d'électricité, gaz et de l'eau. Ce secteur a enregistré une décélération en 2013, son taux de croissance passant de 3,7% en 2012 à 2,4% en 2013. Cette perte de vitesse du secteur secondaire est imputable à la stagnation des « Industries » dont le taux de croissance est seulement de 1,9%, alors que les branches comme l' « Extraction » et « Electricité, gaz et eau » enregistrent des taux de croissances élevés, qui sont respectivement de 11,3% et 5,6%.

Cette faible croissance des industries résulte en grande partie de celle des industries informelles, car les entreprises formelles comme la SOSUMO, la BRARUDI et l'Afritextile, etc. ont affiché de bonne performance en 2013.

Tableau 2 : Valeur ajoutée du secteur secondaire à prix courants et constants de l'année précédente, en milliards de FBU

	2012		2013		
	Prix constants de 2011	Prix courants	Prix constants de 2012	Prix courants	Taux de croissance réelle
Secteur secondaire	441,0	530,2	543,1	594,2	2,4
Extraction	11,3	13,3	14,8	15,5	11,3
Industries	293,3	353,8	360,7	409,7	1,9
Electricité, gaz et eau	16,9	25,1	26,5	27,4	5,6
Construction	119,5	138	141,2	141,5	2,3

Source : ISTEEBU, Comptes nationaux

II.3. Secteur tertiaire

Le taux de croissance réel de la valeur ajoutée du secteur tertiaire s'est décéléré passant de 7,4% en 2012 à 1,9% en 2013 en rapport principalement avec le ralentissement de l'activité dans le secteur commerce de 4,1% en 2012 contre -14,8% en 2013

Cependant, le rythme de croissance s'est raffermi dans les branches des services non marchands tels que l'administration publique (15,1%), la santé (4,8%) et les activités à caractère collectif ou personnel (36,0%).

Tableau 3 : Valeur ajoutée du secteur tertiaire à prix courants et constants de l'année précédente, en milliards de FBU

	2012		2013		
	Prix constants de 2011	Prix courants	Prix constants de 2012	Prix courants	Taux de croissance réelle
Secteur tertiaire	1 150,6	1 307,6	1332,4	1 373,4	1,9
Commerce	164,7	196,9	167,9	187,4	-14,8
Transports et communication	102,7	107,2	103,4	107,9	-3,6
Banques et assurances	117,1	119	120,0	120,5	0,8
Hébergement, Restaurant.....	361,4	418,4	425,7	426,3	1,7
Administration publique	179	203,7	234,5	234,6	15,1
Education	214,6	219,7	220,8	227,9	0,5
Santé	75,9	98,4	103,1	106,4	4,8
Activités à caractère collectif ou personnel	23,3	36,7	50,1	54,1	36,6
Services domestiques	11,1	13	12,4	13,5	-4,8
SIFIM	-99,3	-105,3	-105,3	-105,3	0,0

Source : ISTEEBU, Comptes nationaux

II.4. Part du secteur informel dans le PIB

Tout comme les autres économies en voie de développement, l'économie burundaise est dominée par les activités informelles. L'analyse par secteur d'activité atteste que la part de l'informel varie en fonction du secteur d'activité. En effet, pour le secteur primaire, à peu près la totalité des activités relève de l'informel (96,7%).

Dans le secteur secondaire, l'informel va en diminuant, occupant presque 60,0% entre 2005 et 2008, il représente 44,5% en 2013 et est plus concentré dans la construction et l'industrie.

Dans le secteur tertiaire, l'informel représente 42,0% de la richesse nouvellement créée. Les activités informelles sont plus concentrées dans les services de restauration et d'hébergement, de commerce, de transport, ainsi que les services domestiques.

Tableau 4: Part de l'informel dans l'économie par secteur d'activité (en %)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	97,3	97,8	94,8	96,8	98,1	97,6	95,9	94,7	96,7
Agriculture vivrière	98,4	98	98,1	98,2	99,1	99,1	99,1	97,8	98,4
Autres branches	89,4	96,8	77	88,6	92,4	92,6	81,7	81,7	84,1
Secteur secondaire	59,2	66,9	69,5	68,4	54	53,7	42,7	41,3	44,5
Industries	58,7	66,3	70,4	70,7	64,4	62,2	45,8	41,9	47,2
Autres branches	60,5	68,3	67,7	63,6	34,6	35,4	36,5	40	39,3
Secteur tertiaire	70,4	67,2	58	50,7	47,1	48,1	45,4	42	42,0
Commerce	80,3	85,9	90,7	84,7	83,3	81,9	81,7	69,2	77,4
Transports et communication	72,5	78,4	73,7	45,9	39,1	28,4	14,9	14,8	11,5
Hébergement, Restaurant et autres services marchands	97,4	97,4	98,8	96,8	96,4	96,6	96,5	94,7	95,2
Autres branches	10,8	8,7	4,9	3,8	3,2	3,2	2,8	2,3	2,1
Dans le total VA	80,3	80,5	74,2	70,6	68,5	68,8	65,2	62,9	64,8
Dans le PIB réel	73,7	73,7	68,3	64,8	62,7	61,9	58,5	56,6	58,3

Source : ISTEERU, Comptes nationaux

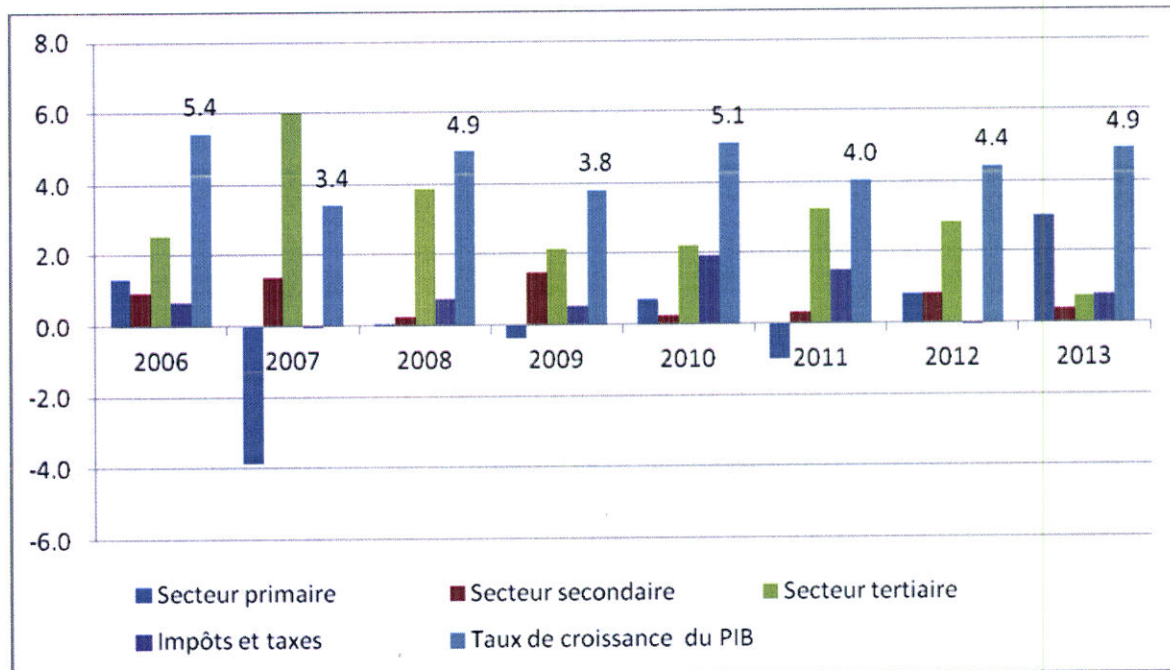
II.5. Contribution à la croissance du PIB des différents secteurs d'activités.

Contribution à la croissance du PIB des différents secteurs d'activités

En 2013, la croissance réelle du PIB qui s'est établie à 4,9 a été tirée, principalement par le secteur primaire, surtout le sous secteur « agriculture vivrière ». Sa contribution à la croissance du PIB en 2013 est de 3,0 points contre 0,8 point en 2012.

Les autres secteurs d'activités ont faiblement contribué à la croissance. Le secteur secondaire a contribué à l'ordre de 0,4 point en raison de la stagnation du sous secteur « industrie », tandis que la contribution du secteur tertiaire est de 0,8 point.

Graphique 2 : Contribution à la croissance du PIB des différents secteurs d'activités



III. Produit Intérieur Brut (PIB) – Optique Demande

III.0.Introduction

L'accroissement de la richesse créée par l'économie burundaise qui est de 4,9% de 2013 par rapport à 2012 est largement tributaire de la demande intérieure qui ne cesse d'augmenter d'année en année.

La croissance des dépenses de consommation finale est de 11,5% en 2013 contre 3,9% en 2012. Cette consommation finale contribue à la croissance du PIB à raison de 12,4 %, soit une augmentation de 8,7 points par rapport à 2012.

Les investissements, qui avaient augmenté de 3,0 % en 2012, ont cru de 1,4 % en 2013, avec une contribution à la croissance du PIB de 0,4 point contre une contribution à la croissance de celui-ci de 0,5 point en 2012.

En ce qui concerne la demande extérieure, l'année 2013 affiche une aggravation du déficit de la balance commerciale qui est passé à 1085,1 milliards de fbu alors qu'il était de 813,9 milliards fbu en 2012. Ainsi, l'incidence du solde extérieur sur la croissance du PIB continue à être négative.

Tableau 5: Les emplois du PIB à prix courants et à prix constants de l'année précédente, en milliards de FBU

	2012		2013		Taux de croissance réel
	Prix constants de 2011	Prix courants	Prix constants de 2012	Prix courants	
(1) Consommation finale	3 195,7	3 622,9	4 037,7	4 338,8	11,4
Dont : Ménages	2479,5	2 840,2	3 123,6	3 396,4	9,9
Administrations Publiques	598,0	644,4	770,0	798,3	19,5
ISBLs	118,2	138,3	144,1	144,1	4,2
(2) Investissement (21)+(22)	488,5	548,3	556,2	558,7	1,4
(21) Formation brute de capitale fixe	448,3	498,7	512,0	512,3	2,7
Dont : Privée	266,0	299,3	313,3	313,3	4,7
Publique	182,3	199,4	198,7	199,0	-0,3
(22) variation des stocks	40,1	49,6	44,2	46,4	-10,9
(3) Exportation nette (31)-(32)	-740,0	-813,9	-1 072,2	-1 085,1	31,7
(31) Exportations	344,2	326,0	314,2	345,4	-3,6
(32) Importations	1 084,2	1 140,0	1 386,4	1 430,5	21,6
PIB=1+2+3	2 944,2	3 357,3	3 521,8	3 812,5	4,9

Source : ISTEERU, Comptes nationaux

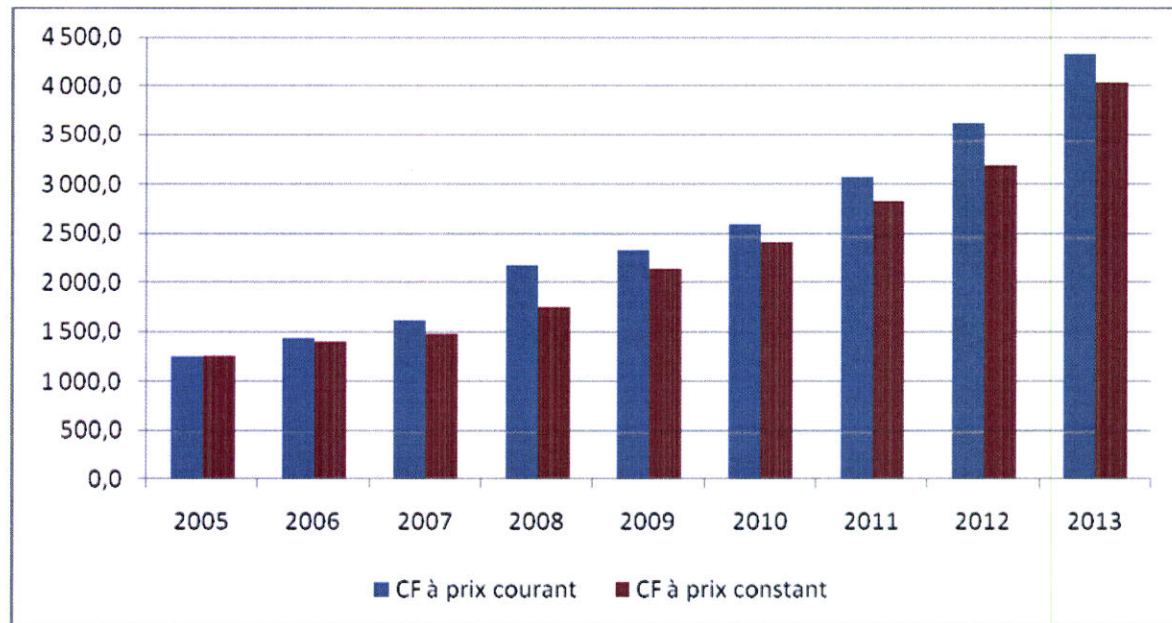
III.1. Demande Intérieure

III.1.1. Consommation Finale

III.1.1.a. Variation de la consommation finale

La demande pour la consommation finale affiche une tendance à la hausse depuis 2005.

Graphique 3 : Evolution de la dépense de consommation finale en milliards de FBU



Source : ISTEERU, Comptes nationaux

Pour l'exercice sous analyse, le taux de croissance de la consommation finale est de 11,5 % alors qu'il était de 3,9% en 2012. Cette augmentation est essentiellement liée à celle des dépenses de consommation finale des ménages (9,9% contre 2,0 % en 2012) suite à la baisse considérable du taux d'inflation qui est passé de 18,2 % en 2012 à 7,9 % en 2013 d'une part et de l'amélioration de la production vivrière de l'année 2013 par rapport à 2012 d'autre part.

L'augmentation des dépenses de consommation des APU (19,5% en 2013 contre 14,8 % en 2012) est principalement due à la hausse du budget que le Gouvernement a alloué aux domaines clés comme la sécurité et la santé.

La contribution de la consommation finale des APU à la croissance du PIB est évaluée à 3,7 % en hausse de 1 point par rapport à 2012.

III.1.1.b. Structure de la consommation finale des ménages

La structure des dépenses de consommation finale des ménages par produit révèle que les ménages ne changent pas leurs habitudes de consommation. En effet, depuis 2005, les chiffres montrent que la structure des dépenses de consommation finale n'a pas beaucoup changé. Pour 2013, les dépenses de consommation finale des burundais est composée essentiellement de produits vivriers tels que les tubercules, bananes

légumes qui occupent 26,1% de la consommation totale des ménages en produits alimentaires.

Les burundais consomment également les farines et autres produits à base de céréales (19,4%). Les légumineuses ont également une part importante dans la consommation des burundais (12%). Il faut également noter que la part de boissons alcoolisées, que ce soit boissons locales ou industrielles est non négligeables (21,3%).

Tableau 6: Structure des dépenses de consommation finale des ménages en produits alimentaires (en %)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Produits primaires									
Tubercules et bananes légumes	32,2	29,8	26,2	27,3	26,0	26,2	26,7	19,1	26,1
Légumineuses	10,8	11,1	12,2	13,1	13,7	11,3	14,6	14,0	12,0
Autres	8,0	7,1	8,7	8,6	8,4	8,3	9,1	8,1	7,6
Thé	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1
Produits de l'élevage	1,1	0,9	1,5	1,3	2,2	4,2	2,7	5,8	3,0
Produits de la pêche	2,0	2,9	1,6	2,6	2,2	2,5	2,2	2,4	1,8
Produits des industries alimentaires									
Boissons alcoolisées	24,0	24,4	26,9	23,2	22,9	22,2	21,9	20,6	21,3
Farines et autres produits à base de céréales	12,0	12,4	12,1	12,6	14,8	13,8	12,6	17,2	19,4
Viandes, produits à base de viande, poissons séchés, fumés	4,2	3,9	3,2	4,5	4,5	4,6	3,7	4,0	2,8
Produits à base de fruits et légumes, à base du lait et autres boissons non alcoolisées	1,3	2,3	2,7	2,4	1,7	2,2	2,3	2,1	1,7
Autres produits agroalimentaires	4,2	5,0	4,7	4,2	3,5	4,7	4,2	6,5	4,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : ISTEERU, Comptes nationaux

III.1.2. Formation Brute de Capital Fixe

Par rapport à 2012, la formation brute de capital fixe a affiché une tendance à la hausse. En termes réels, elle est passée de 448,3milliards en 2012 à 512,0 en 2013, soit un taux de croissance réel de 2,7%.

Si on analyse par secteurs d'activités, la formation brute de capital fixe privée a évolué (4,7%) alors que celle du secteur public a diminué (-0,3%).

Cette dynamique du secteur privé est enregistrée au cours des huit dernières années. Cependant, le taux d'investissement demeure encore limité pour booster la croissance économique et permettre de réduire la pauvreté. Aussi, on remarque un décalage entre le taux de croissance des investissements et le taux de croissance économique.

Ceci traduit un problème de faible rendement des investissements, ce qui souligne la nécessité d'améliorer la qualité des investissements, notamment en les affectant dans des secteurs porteurs de croissance. La principale source de financement des investissements publics demeure l'extérieur, à travers des dons projets et de prêts projets ; la part des investissements directs étrangers étant extrêmement réduite. La faiblesse de la part du financement intérieur constitue une entrave à la politique économique de promotion de l'investissement.

Tableau 7: Répartition de l'investissement en valeur et volume de l'année précédente par secteur pour 2012 et 2013(en milliards de Fbu)

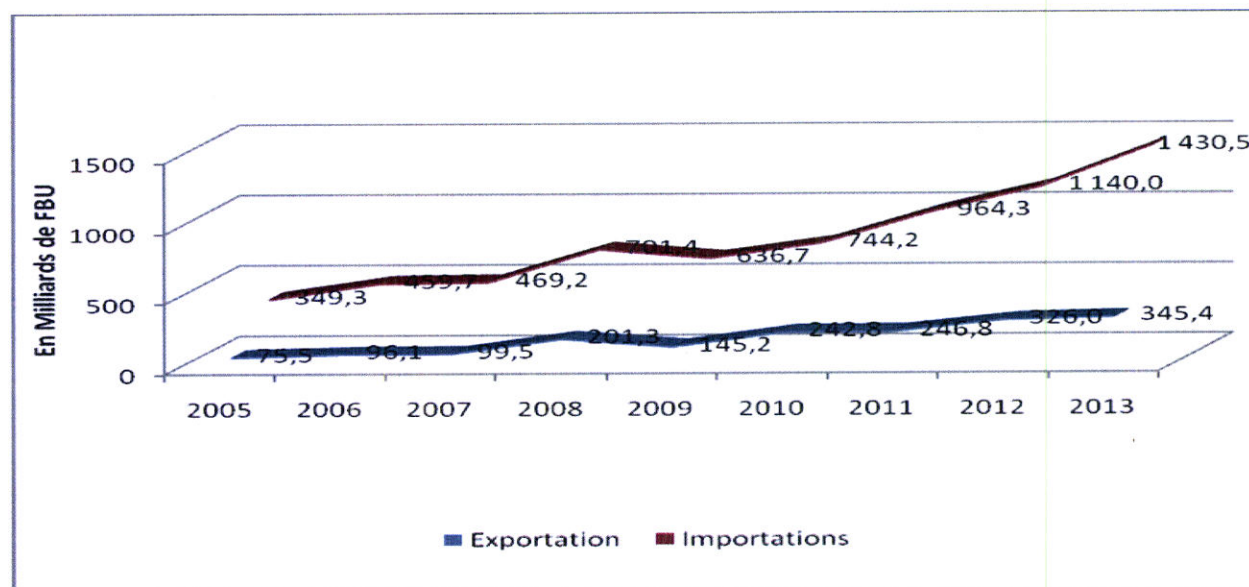
	2012		2013		Taux de croissance
	Prix constants de 2011	Prix courants	Prix constants de 2012	Prix courants	
Investissement	488,5	548,3	556,2	558,7	1,4
<i>Formation brute de capitale fixe</i>	448,3	498,7	512,0	512,3	2,7
Dont : Privée	266,0	299,3	313,3	313,3	4,7
Publique y compris ISBLSM	182,3	199,4	198,7	199,0	-0,3
<i>variation des stocks</i>	40,1	49,6	44,2	46,4	-10,9
PIB	2 944,2	3 357,3	3 521,8	3 812,5	4,9

Source : ISTEERU, Comptes nationaux

III.2. Echanges Extérieurs

Le solde commercial est demeuré déficitaire se situant à -1085,1 Mrds en 2013 contre -813,9 Mrds en 2012, soit une aggravation du déficit de l'ordre de 33,0 %.

Graphique 3 : Importations et exportations depuis 2005 à 2013 (en milliards de FBU)



Source : ISTEEBU, Comptes nationaux

III.2.1. Exportations

Par rapport à 2012 et en termes courants, les exportations des biens ont connu une baisse, passant de 194,3 Milliards de Fbu en 2012 à 146,3 Milliards de Fbu en 2013. Cette baisse est imputable à la diminution des exportations des principaux produits d'exportation, notamment le café (44,5 Milliards de Fbu contre 100,9 Milliards de Fbu), le thé (32,4 Milliards de Fbu contre 36,6 Milliards de Fbu) mais aussi les minerais (2,0 Milliards de Fbu contre 3,7 Milliards de Fbu)

Néanmoins, les produits textiles ont enregistré une reprise des exportations qui se sont établis à 6 Milliards de Fbu. Il en est de même pour les produits de récupération (36 Milliards de Fbu en 2013 contre 24,3 Milliards de Fbu en 2012) et les boissons (4,3 Milliards de Fbu en 2013 contre 3,8 Milliards de Fbu en 2012).

Pour ce qui est de l'exportation des services, ils sont en augmentation, passant de 131,7 Milliards de Fbu en 2012 à 199,1 Milliards de Fbu en 2013. Cette hausse est essentiellement liée aux services de transport, surtout terrestre.

III.2.2. Importations

Les importations ont sensiblement augmenté au cours de l'année 2013. Elles ont, en effet, connu un accroissement de 25,5 % (1430,5 Mrds en 2013 contre 1140,0 Mrds).

L'accroissement de la valeur des importations est essentiellement imputable à l'augmentation des produits manufacturiers qui croissent de 3,4% (de 730,1 à 755,1 Mrds respectivement de 2012 et 2013). Ces produits manufacturiers sont composés essentiellement des produits chimiques (238 milliards de Fbu en 2013 contre 228 milliards de Fbu en 2012), de biens d'équipement (159 milliards de Fbu en 2013 contre 157 milliards de Fbu en 2012) et de produits pétroliers (236 milliards de Fbu en 2013 contre 211 milliards de Fbu en 2012).

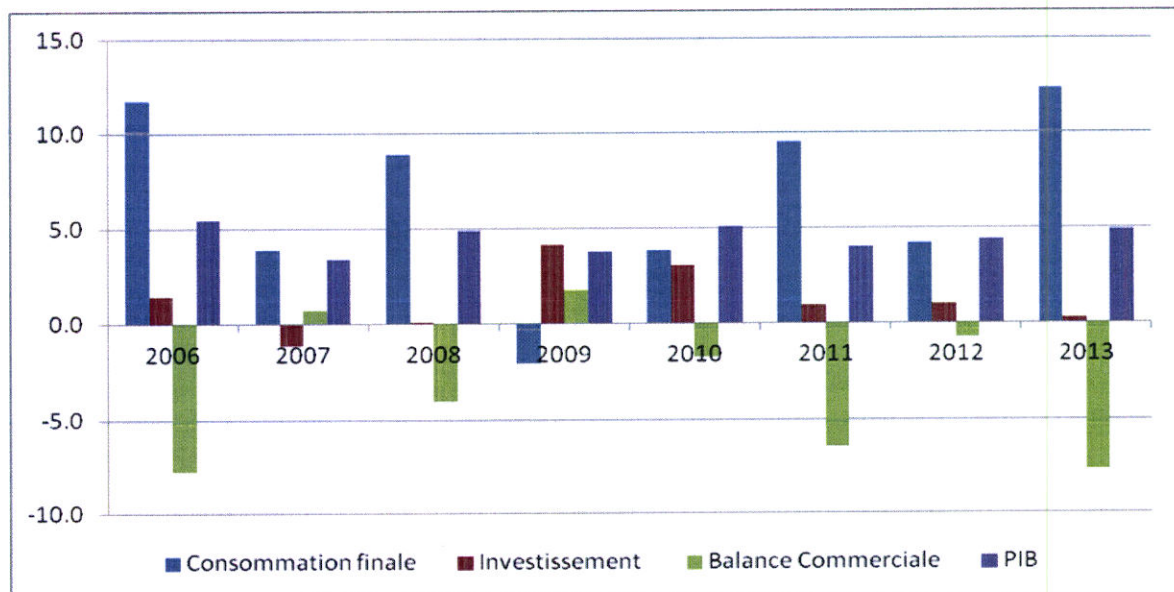
III.3. Contribution des Emplois du PIB à la croissance réelle

En 2013, ce sont les dépenses en consommation finale qui sont le moteur de croissance du PIB. En effet, la consommation finale a contribué à la croissance du PIB à raison de 12,4 points. Cette contribution est principalement imputable à une augmentation des dépenses en CF des ménages.

La croissance du PIB a également été tirée par l'investissement de l'ordre de 0,24 point.

Quant aux exportations nettes, elles continuent à contribuer négativement à la croissance du PIB. Elles ont réduit la croissance de 7,7 points, ramenant la croissance réelle du PIB à 4,9 points.

Graphique 4 : Contribution à la croissance des différents emplois du PIB



Source : ISTEERBU, Comptes nationaux

CONCLUSION

L'année 2013 a été caractérisée par une reprise du secteur primaire, surtout le secteur agricole. Cette reprise est essentiellement liée à la politique agricole de cette année caractérisée entre autres par le programme national de (i) subventionner les engrais chimiques, (ii) distribuer des semences sélectionnées, (iii) multiplier et distribuer des boutures de manioc résistant à la mosaïque. A côté de cette politique agricole, il faut également signaler que l'année 2013 a été caractérisée par une pluviométrie favorable à la production agricole.

Par contre, l'agriculture d'exportation a affiché une décroissance de 43,0% au cours de cette année. Cette contreperformance est due essentiellement à la baisse de la production du café en raison de sa cyclicité.

Le secteur secondaire quant à lui, enregistrait des contreperformances imputables à la stagnation des « industries » dont le taux de croissance est seulement de 1,9%. Cette faible croissance des industries résulte en grande partie de celle des industries informelles, car les entreprises formelles comme la SOSUMO, la BRARUDI et l'Afritextile, ont affiché de bonne performance en 2013.

Le secteur tertiaire a lui aussi enregistré une croissance mitigée au cours de l'année 2013, due essentiellement au ralentissement de l'activité dans le secteur commerce de 4,1% en 2012 contre -14,8% en 2013.

Du côté des emplois du PIB, les dépenses pour la consommation finale ont connu une nette hausse, tirées principalement par les dépenses de consommation finale des ménages. Comme pour l'année 2012, ce sont les dépenses en consommation finale qui continuent à être le moteur de croissance du PIB. Elles ont contribué à la croissance du PIB en raison de 3,7 points.

Pour ce qui est de l'investissement, la formation brute de capital fixe a affiché une tendance à la hausse. En termes réels, elle est passée de 448,3 milliards en 2012 à 512,0 milliards en 2013, soit un taux de croissance réel de 2,7%.

En ce qui concerne les échanges avec le reste du monde, le solde commercial du pays est demeuré déficitaire se situant à -1 085,1 Mrds en 2013 contre -813,9 Mrds en 2012, soit une aggravation du déficit de l'ordre de 33,0 %. Ceci s'explique par le fait que les exportations des biens ont connu une baisse, passant de 194,3 Milliards de Fbu en 2012 à 146,3 Milliards de Fbu en 2013, alors que les importations ont sensiblement augmenté au cours de l'année 2013. Elles ont, en effet, connu un accroissement de 25,5 % (1430,5 Mrds en 2013 contre 1140,0 Mrds en 2012).

Annexe 1 : Tableaux Statistiques

I.OPTIQUE PRODUCTION

Tableau 1 : PIB selon l'optique production (en milliards de Fbu)

Libellés	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	A prix courants								
(1) Production	1925,5	2141,6	2165,5	2927,7	3243,6	3903,0	4365,1	5572,9	6624,9
dont Informelle	1407,3	1514,1	1462,3	2002,9	2184,5	2485,5	2770,8	3638,4	4583,0
(2) Consommations intermédiaires	816,4	941,0	815,5	1174,4	1246,1	1632,8	1841,4	2543,0	3194,6
dont Informelle	516,6	543,6	469,6	684,3	773,4	892,0	1116,6	1676,7	2311,1
(3) Valeur Ajoutée (1) - (2)	1109,1	1200,6	1350,0	1753,3	1997,5	2270,1	2523,7	3030,0	3430,3
dont Informelle	890,7	970,5	992,6	1318,6	1411,1	1593,5	1654,2	1961,7	2271,9
(4) Impôts et taxes	99,1	109,3	117,2	157,8	186,7	230,9	295,8	327,3	382,2
PIB (3) + (4)	1208,2	1309,9	1467,2	1911,1	2184,2	2501,0	2819,5	3357,3	3812,5
	A prix constants de l'année précédente								
(1) Production		2053,4	2024,7	2393,1	2954,2	3642,6	4058,6	5025,2	6213,8
dont Informelle		1450,0	1366,1	1565,0	1945,8	2288,7	2553,3	3175,3	4236,7
(2) Consommations intermédiaires		886,8	778,8	981,8	1138,9	1575,8	1725,2	2376,1	3045,6
dont Informelle		511,2	441,2	568,1	702,4	867,4	1031,5	1508,4	2184,6
(3) Valeur Ajoutée (1) - (2)		1166,6	1245,9	1411,3	1815,3	2066,8	2333,4	2649,1	3168,2
dont Informelle		938,8	925,0	996,9	1243,4	1421,3	1521,8	1666,9	2052,1
(4) Impôts et taxes		107,1	108,8	127,9	168,2	228,6	268,6	295,1	353,6
PIB (3) + (4)		1273,7	1354,7	1539,1	1983,5	2295,4	2602,0	2944,2	3521,8

Tableau 2: VA par secteur d'activité à prix courants (en milliards de FBU)

Libellés	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	493,5	532,3	512,6	726,3	804,9	961,2	1034,9	1192,2	1462,7
Agriculture vivrière	429,9	427,5	434,7	609,0	673,1	732,9	844,6	948,6	1287,0
Agriculture d'exportation	17,0	51,7	23,8	50,8	29,1	103,5	59,1	101,3	72,9
Forêt	9,3	10,6	11,3	11,1	11,8	18,9	25,0	25,2	31,7
Elevage	34,1	38,1	40,0	45,2	81,9	91,9	93,6	94,7	50,0
Pêche	3,3	4,4	2,8	10,2	9,0	14,0	12,6	22,3	21,2
Secteur secondaire	204,6	200,6	251,7	294,6	370,8	384,8	417,6	530,2	594,2
Extraction	10,4	10,4	10,1	11,9	12,3	12,2	10,4	13,3	15,5
Industries	143,6	135,8	170,9	205,2	248,0	256,2	282,8	353,8	409,7
Electricité, gaz et eau	10,5	8,5	12,4	16,6	16,1	11,8	14,7	25,1	27,4
Construction	40,2	45,9	58,3	60,9	94,4	104,7	109,7	138,0	141,5
Secteur tertiaire	411,0	467,7	585,7	732,4	821,7	924,2	1071,3	1307,6	1373,4
Commerce	83,4	94,6	101,1	117,8	124,8	145,4	158,2	196,9	187,4
Transports et communication	35,5	40,8	70,4	62,2	91,4	88,4	90,2	107,2	107,9
Banques et assurances	22,3	26,5	49,5	56,1	65,3	93,0	108,3	119,0	120,5
Hébergement, Restaurant et autres services marchands	190,6	203,6	189,1	279,3	283,7	309,2	354,8	418,4	426,3
Administration publique	59,8	63,0	103,1	127,7	150,1	142,7	159,3	203,7	234,6
Education	32,4	44,7	55,0	78,3	85,1	141,0	184,7	219,7	227,9
Santé	8,1	10,3	17,7	17,0	25,5	38,4	67,0	98,4	106,4
Activités à caractère collectif ou personnel	7,5	10,0	36,6	39,8	43,5	46,9	42,9	36,7	54,1
Services domestiques	9,3	9,5	9,7	9,8	10,1	10,3	11,9	13,0	13,5
SIFIM	-37,9	-35,5	-46,5	-55,6	-57,7	-91,1	-106,0	-105,3	-105,3
PIB aux coûts des facteurs	1109,1	1200,6	1350,0	1753,3	1997,5	2270,1	2523,7	3030,0	3430,3
Impôts et taxes	99,1	109,3	117,2	157,8	186,7	230,9	295,8	327,3	382,2
PIB aux prix du marché	1208,2	1309,9	1467,2	1911,1	2184,2	2501,0	2819,5	3357,3	3812,5

Tableau 3: VA à prix courants par secteur d'activité (en % du PIB)

Libellés	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	40,8	40,6	34,9	38,0	36,9	38,4	36,7	35,5	38,4
Agriculture vivrière	35,6	32,6	29,6	31,9	30,8	29,3	30,0	28,3	33,8
Agriculture d'exportation	1,4	3,9	1,6	2,7	1,3	4,1	2,1	3,0	1,9
Forêt	0,8	0,8	0,8	0,6	0,5	0,8	0,9	0,8	0,8
Elevage	2,8	2,9	2,7	2,4	3,8	3,7	3,3	2,8	1,3
Pêche	0,3	0,3	0,2	0,5	0,4	0,6	0,4	0,7	0,6
Secteur secondaire	16,9	15,3	17,2	15,4	17,0	15,4	14,8	15,8	15,6
Extraction	0,9	0,8	0,7	0,6	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4
Industries	11,9	10,4	11,6	10,7	11,4	10,2	10,0	10,5	10,7
Electricité, gaz et eau	0,9	0,6	0,8	0,9	0,7	0,5	0,5	0,7	0,7
Construction	3,3	3,5	4,0	3,2	4,3	4,2	3,9	4,1	3,7
Secteur tertiaire	34,0	35,7	39,9	38,3	37,6	37,0	38,0	38,9	36,0
Commerce	6,9	7,2	6,9	6,2	5,7	5,8	5,6	5,9	4,9
Transports et communication	2,9	3,1	4,8	3,3	4,2	3,5	3,2	3,2	2,8
Banques et assurances	1,8	2,0	3,4	2,9	3,0	3,7	3,8	3,5	3,2
Hébergement, Restaurant et autres services marchands	15,8	15,5	12,9	14,6	13,0	12,4	12,6	12,5	11,2
Administration publique	5,0	4,8	7,0	6,7	6,9	5,7	5,6	6,1	6,2
Education	2,7	3,4	3,7	4,1	3,9	5,6	6,5	6,5	6,0
Santé	0,7	0,8	1,2	0,9	1,2	1,5	2,4	2,9	2,8
Activités à caractère collectif ou personnel	0,6	0,8	2,5	2,1	2,0	1,9	1,5	1,1	1,4
Services domestiques	0,8	0,7	0,7	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
SIFIM	-3,1	-2,7	-3,2	-2,9	-2,6	-3,6	-3,8	-3,1	-2,8
PIB aux coûts des facteurs	91,8	91,7	92,0	91,7	91,5	90,8	89,5	90,3	90,0
Impôts et taxes	8,2	8,3	8,0	8,3	8,5	9,2	10,5	9,7	10,0
PIB aux prix du marché	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

**Tableau 4: VA par secteur d'activité à prix constants de l'année précédente
(en milliards de FBU)**

Libellés	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	509,3	481,6	513,5	719,4	820,3	936,7	1057,5	1292,7
Agriculture vivrière	418,9	406,8	437,0	608,5	627,4	764,4	853,5	1141,9
Agriculture d'exportation	40,9	24,3	36,3	23,2	74,0	47,8	72,9	57,7
Forêt	8,9	11,0	8,8	9,5	20,4	19,9	22,6	27,8
Elevage	35,3	37,2	28,0	68,8	87,9	92,2	94,5	49,1
Pêche	5,2	2,2	3,5	9,5	10,5	12,4	14,0	16,2
Secteur secondaire	215,6	218,1	255,3	322,3	376,4	392,3	441,0	543,1
Extraction	10,2	9,8	7,2	13,9	12,2	13,9	11,3	14,8
Industries	152,8	139,9	170,5	209,0	256,3	262,3	293,3	360,7
Electricité, gaz et eau	8,6	12,3	12,8	15,9	12,0	9,2	16,9	26,5
Construction	44,0	56,2	64,8	83,5	95,9	106,8	119,5	141,2
Secteur tertiaire	441,7	546,2	642,4	773,6	870,1	1004,5	1150,6	1332,4
Commerce	92,7	99,8	80,8	116,3	131,4	149,8	164,7	167,9
Transports et communication	38,8	62,8	47,3	85,5	87,0	89,7	102,7	103,4
Banques et assurances	24,8	50,8	60,2	67,0	69,6	106,8	117,1	120,0
Hébergement, et autres services marchands	180,0	171,6	231,8	231,0	284,4	319,3	361,4	425,7
Administration publique	69,8	100,6	137,0	158,1	143,2	162,6	179,0	234,5
Education	44,5	53,8	69,6	91,7	146,0	174,5	214,6	220,8
Santé	5,7	8,1	17,0	26,1	34,0	57,3	75,9	103,1
Activités à caractère collectif ou personnel	11,5	37,1	45,6	46,6	44,3	39,9	23,3	50,1
Services domestiques	9,3	8,7	8,7	9,0	9,7	10,6	11,1	12,4
SIFIM	-35,5	-47,0	-55,6	-57,7	-79,3	-106,0	-99,3	-105,3
PIB aux coûts des facteurs	1166,6	1245,9	1411,3	1815,3	2066,8	2333,4	2649,1	168,2
Impôts et taxes	107,1	108,8	127,9	168,2	228,6	268,6	295,1	353,6
PIB aux prix du marché	1273,7	1354,7	1539,1	1983,5	2295,4	2602,0	2944,2	3521,8

**Tableau 5: VA par secteur d'activité à prix constants de l'année précédente
(en % du PIB)**

Libellés	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	40,0	35,5	33,4	36,3	35,7	36,0	35,9	36,7
Agriculture vivrière	32,9	30,0	28,4	30,7	27,3	29,4	29,0	32,4
Agriculture d'exportation	3,2	1,8	2,4	1,2	3,2	1,8	2,5	1,6
Forêt	0,7	0,8	0,6	0,5	0,9	0,8	0,8	0,8
Elevage	2,8	2,7	1,8	3,5	3,8	3,5	3,2	1,4
Pêche	0,4	0,2	0,2	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Secteur secondaire	16,9	16,1	16,6	16,2	16,4	15,1	15,0	15,4
Extraction	0,8	0,7	0,5	0,7	0,5	0,5	0,4	0,4
Industries	12,0	10,3	11,1	10,5	11,2	10,1	10,0	10,2
Electricité, gaz et eau	0,7	0,9	0,8	0,8	0,5	0,4	0,6	0,8
Construction	3,5	4,1	4,2	4,2	4,2	4,1	4,1	4,0
Secteur tertiaire	34,7	40,3	41,7	39,0	37,9	38,6	39,1	37,8
Commerce	7,3	7,4	5,3	5,9	5,7	5,8	5,6	4,8
Transports et communication	3,0	4,6	3,1	4,3	3,8	3,4	3,5	2,9
Banques et assurances	1,9	3,7	3,9	3,4	3,0	4,1	4,0	3,4
Hébergement, Restaurant et autres services marchands	14,1	12,7	15,1	11,6	12,4	12,3	12,3	12,1
Administration publique	5,5	7,4	8,9	8,0	6,2	6,2	6,1	6,7
Education	3,5	4,0	4,5	4,6	6,4	6,7	7,3	6,3
Santé	0,4	0,6	1,1	1,3	1,5	2,2	2,6	2,9
Activités à caractère collectif ou personnel	0,9	2,7	3,0	2,4	1,9	1,5	0,8	1,4
Services domestiques	0,7	0,6	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
SIFIM	-2,8	-3,5	-3,6	-2,9	-3,5	-4,1	-3,4	-3,0
PIB aux coûts des facteurs	91,6	92,0	91,7	91,5	90,0	89,7	90,0	90,0
Impôts et taxes	8,4	8,0	8,3	8,5	10,0	10,3	10,0	10,0
PIB aux prix du marché	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 6: Taux de croissance réel de la VA par secteur d'activité (%)

Libellés	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	3,2	-9,5	0,2	-1,0	1,9	-2,5	2,2	8,4
Agriculture vivrière	-2,6	-4,8	0,5	-0,1	-6,8	4,3	1,0	20,4
Agriculture d'exportation	141,0	-52,9	52,2	-54,4	154,5	-53,8	23,4	-43,0
Forêt	-3,9	3,1	-21,7	-14,2	73,4	5,4	-9,5	10,1
Elevage	3,7	-2,4	-30,1	52,2	7,3	0,4	1,0	-48,2
Pêche	56,0	-48,9	27,5	-7,3	16,1	-11,6	11,2	-27,4
Secteur secondaire	5,4	8,7	1,4	9,4	1,5	1,9	5,6	2,4
Extraction	-1,5	-6,0	-28,5	17,4	-1,0	14,3	8,2	11,3
Industries	6,4	3,0	-0,3	1,9	3,3	2,4	3,7	1,9
Electricité, gaz et eau	-18,1	44,2	2,7	-4,5	-25,0	-21,4	15,3	5,6
Construction	9,6	22,3	11,3	37,0	1,6	2,0	8,9	2,3
Secteur tertiaire	7,5	16,8	9,7	5,6	5,9	8,7	7,4	1,9
Commerce	11,1	5,4	-20,0	-1,2	5,3	3,0	4,1	-14,8
Transports et communication	9,3	53,8	-32,8	37,5	-4,9	1,5	13,8	-3,6
Banques et assurances	11,5	91,2	21,6	19,4	6,6	14,8	8,2	0,8
Hébergement, Restaurant et autres services marchands	-5,6	-15,7	22,6	-17,3	0,2	3,3	1,9	1,7
Administration publique	16,7	59,9	32,8	23,8	-4,6	13,9	12,4	15,1
Education	37,3	20,2	26,6	17,0	71,5	23,8	16,2	0,5
Santé	-30,2	-21,0	-3,6	53,0	33,6	49,3	13,3	4,8
Activités à caractère collectif ou personnel	54,0	269,6	24,5	17,2	1,8	-15,0	-45,7	36,6
Services domestiques	0,2	-8,4	-9,9	-7,8	-4,1	2,3	-7,0	-4,8
SIFIM	-6,5	32,5	19,6	3,7	37,6	16,3	-6,3	0,0
PIB aux coûts des facteurs	5,2	3,8	4,5	3,5	3,5	2,8	5,0	4,6
Impôts et taxes	8,0	-0,5	9,1	6,6	22,5	16,3	-0,2	8,0
PIB aux prix du marché	5,4	3,4	4,9	3,8	5,1	4,0	4,4	4,9

Tableau 7: Contribution des secteurs d'activité à la croissance réelle du PIB

Libellés	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	1,3	-3,9	0,1	-0,4	0,7	-1,0	0,8	3,0
Agriculture vivrière	-0,9	-1,6	0,2	0,0	-2,1	1,3	0,3	5,8
Agriculture d'exportation	2,0	-2,1	0,8	-1,4	2,1	-2,2	0,5	-1,3
Forêt	0,0	0,0	-0,2	-0,1	0,4	0,0	-0,1	0,1
Elevage	0,1	-0,1	-0,8	1,2	0,3	0,0	0,0	-1,4
Pêche	0,2	-0,2	0,1	0,0	0,1	-0,1	0,1	-0,2
Secteur secondaire	0,9	1,3	0,2	1,4	0,3	0,3	0,8	0,4
Extraction	0,0	0,0	-0,2	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
Industries	0,8	0,3	0,0	0,2	0,4	0,2	0,4	0,2
Electricité, gaz et eau	-0,2	0,3	0,0	0,0	-0,2	-0,1	0,1	0,0
Construction	0,3	0,8	0,4	1,2	0,1	0,1	0,3	0,1
Secteur tertiaire	2,5	6,0	3,9	2,2	2,2	3,2	2,8	0,7
Commerce	0,8	0,4	-1,4	-0,1	0,3	0,2	0,2	-0,9
Transports et communication	0,3	1,7	-1,6	1,2	-0,2	0,1	0,4	-0,1
Banques et assurances	0,2	1,8	0,7	0,6	0,2	0,6	0,3	0,0
Hébergement, Restaurant et autres services marchands	-0,9	-2,4	2,9	-2,5	0,0	0,4	0,2	0,2
Administration publique	0,8	2,9	2,3	1,6	-0,3	0,8	0,7	0,9
Education	1,0	0,7	1,0	0,7	2,8	1,3	1,1	0,0
Santé	-0,2	-0,2	0,0	0,5	0,4	0,8	0,3	0,1
Activités à caractère collectif ou personnel	0,3	2,1	0,6	0,4	0,0	-0,3	-0,7	0,4
Services domestiques	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
SIFIM	0,2	-0,9	-0,6	-0,1	-1,0	-0,6	0,2	0,0
Impôts et taxes	0,7	0,0	0,7	0,5	1,9	1,5	0,0	0,8
Taux de croissance du PIB	5,4	3,4	4,9	3,8	5,1	4,0	4,4	4,9

Tableau 8: Part de l'informel (en %) par secteur d'activités

Libellés	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	A prix courants								
Secteur primaire	97,3	96,6	96,3	96,8	97,7	96,3	94,8	95,6	95,9
Agriculture vivrière	98,4	98,3	98,3	98,7	99,2	99,2	97,8	98,0	98,9
Autres branches	89,4	89,7	85,3	86,9	90,1	87,2	81,4	86,0	74,3
Secteur secondaire	59,2	66,9	68,1	67,1	55,9	54,1	41,7	44,4	47,7
Industries	58,7	65,8	70,6	71,5	65,6	61,3	42,5	46,5	50,8
Autres branches	60,5	69,3	62,8	57,2	36,3	39,7	40,1	40,0	40,9
Secteur tertiaire	70,4	68,8	55,9	57,0	50,8	49,7	46,6	44,9	42,6
Commerce	80,3	85,8	88,9	87,2	82,2	81,5	80,9	81,2	79,9
Transports et communication	72,5	77,6	60,1	50,9	31,0	32,0	17,7	14,2	15,1
Hébergement, Restaurant et autres services marchands	97,4	97,0	97,2	97,2	96,8	97,2	96,5	95,1	95,0
Autres branches	10,8	9,0	5,2	4,3	3,7	3,2	2,7	2,4	2,2
Dans le total VA	80,3	80,8	73,5	75,2	70,6	70,2	65,5	64,7	66,2
Dans le PIB nominal	73,7	74,1	67,7	69,0	64,6	63,7	58,7	58,4	59,6
	A prix constants de l'année précédente								
Secteur primaire	97,3	97,8	94,8	96,8	98,1	97,6	95,9	94,7	96,7
Agriculture vivrière	98,4	98,0	98,1	98,2	99,1	99,1	99,1	97,8	98,4
Autres branches	89,4	96,8	77,0	88,6	92,4	92,6	81,7	81,7	84,1
Secteur secondaire	59,2	66,9	69,5	68,4	54,0	53,7	42,7	41,3	44,5
Industries	58,7	66,3	70,4	70,7	64,4	62,2	45,8	41,9	47,2
Autres branches	60,5	68,3	67,7	63,6	34,6	35,4	36,5	40,0	39,3
Secteur tertiaire	70,4	67,2	58,0	50,7	47,1	48,1	45,4	42,0	42,0
Commerce	80,3	85,9	90,7	84,7	83,3	81,9	81,7	69,2	77,4
Transports et communication	72,5	78,4	73,7	45,9	39,1	28,4	14,9	14,8	11,5
Hébergement, Restaurant et autres services marchands	97,4	97,4	98,8	96,8	96,4	96,6	96,5	94,7	95,2
Autres branches	10,8	8,7	4,9	3,8	3,2	3,2	2,8	2,3	2,1
Dans le total VA	80,3	80,5	74,2	70,6	68,5	68,8	65,2	62,9	64,8
Dans le PIB réel	73,7	73,7	68,3	64,8	62,7	61,9	58,5	56,6	58,3

II.OPTIQUE DEPENSE

Tableau 9 : Emplois du PIB (en milliards de Fbu)

Libellés	2005	2006	2007	2,008	2009	2010	2011	2012	2013
	A prix courants								
(1) Consommation finale	1261,4	1430,6	1612,8	2172,0	2331,9	2586,5	3076,5	3622,9	4338,8
Dont : Ménages	1091,0	1231,2	1333,3	1786,5	1907,0	2038,0	2430,1	2840,2	3396,4
Administration Publique	156,9	178,4	223,2	317,1	349,3	445,9	521,1	644,4	798,3
ISBLs	13,4	21,0	56,3	68,4	75,5	102,6	125,2	138,3	144,1
(2) Investissement (21)+(22)	220,7	243,0	224,1	239,2	343,8	415,9	460,5	548,3	558,7
(21) Formation brute de capitale fixe	221,8	225,5	217,6	237,5	331,2	398,3	435,1	498,7	512,3
Dont : Privée	198,5	158,5	137,1	130,3	174,0	201,7	228,0	299,3	313,3
Publique	23,4	67,0	80,5	107,2	157,2	196,6	207,1	199,4	199,0
(22) variation des stocks	-1,1	17,5	6,5	1,7	12,5	17,7	25,4	49,6	46,4
(3) Exportation nette (31)-(32)	-273,9	-363,7	-369,7	-500,0	-491,5	-501,4	-717,5	-813,9	-1085,1
(31) Exportations	75,5	96,1	99,5	201,3	145,2	242,8	246,8	326,0	345,4
(32) Importations	349,3	459,7	469,2	701,4	636,7	744,2	964,3	1140,0	1430,5
PIB=1+2+3	1208,2	1309,9	1467,2	1911,1	2184,2	2501,0	2819,5	3357,3	3812,5
	A prix constants de l'année précédente								
(1) Consommation finale		1402,9	1481,9	1743,7	2132,1	2415,4	2825,0	3195,7	4037,7
Dont : Ménages		1206,8	1221,6	1369,1	1703,8	1872,0	2199,1	2479,5	3123,6
Administrations Publiques		175,1	207,1	306,1	352,7	445,6	507,9	598,0	770,0
ISBLs		21,0	53,1	68,4	75,5	97,9	118,1	118,2	144,1
(2) Investissement (21)+(22)		238,3	227,5	224,3	318,8	409,9	439,9	488,5	556,2
(21) Formation brute de capitale fixe		221,0	220,8	223,3	308,4	393,4	416,7	448,3	512,0
Dont : Privée		156,9	146,4	121,7	160,7	198,5	217,1	266,0	313,3
Publique		64,1	74,4	101,7	147,7	194,9	199,6	182,3	198,7
(22) variation des stocks		17,3	6,7	1,0	10,4	16,5	23,2	40,1	44,2
(3) Exportation nette (31)-(32)		-367,5	-354,7	-428,9	-467,3	-529,9	-663,0	-740,0	-1072,2
(31) Exportations		82,5	94,5	166,5	133,3	213,3	229,2	344,2	314,2
(32) Importations		450,0	449,2	595,4	600,6	743,2	892,1	1084,2	1386,4
PIB=1+2+3		1273,7	1354,7	1539,1	1983,5	2295,4	2602,0	2944,2	3521,8

Tableau 10: Structure des emplois du PIB en %

Libellés	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	A prix courants								
Consommation finale	104,4	109,2	109,9	113,7	106,8	103,4	109,1	107,9	113,8
Dont : Ménages	90,3	94,0	90,9	93,5	87,1	81,5	86,2	84,6	89,0
Administration Publique	13,0	13,6	15,2	16,6	16,2	17,8	18,5	19,2	20,9
ISBLs	1,1	1,6	3,8	3,6	3,5	4,1	4,4	4,1	3,7
Investissement	18,3	18,5	15,3	12,5	15,7	16,6	16,3	16,3	14,7
Formation brute de capitale fixe	18,4	17,2	14,8	12,4	15,2	15,9	15,4	14,9	13,4
Dont : Prive	16,4	12,1	9,3	7,7	11,2	8,6	8,1	8,9	8,2
Publique	1,9	5,1	5,5	4,7	3,9	7,4	7,3	5,9	5,2
variation des stocks	-0,1	1,3	0,4	0,1	0,6	0,7	0,9	1,5	1,2
Exportation nette	-22,7	-27,8	-25,2	-26,2	-22,5	-20,0	-25,4	-24,2	-28,5
Exportations	6,2	7,3	6,8	10,5	6,6	9,7	8,8	9,7	9,1
Importations	28,9	35,1	32,0	36,7	29,2	29,8	34,2	34,0	37,5
PIB	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	A prix constants de l'année précédente								
Consommation finale	104,4	110,1	109,4	113,3	107,5	105,2	108,6	108,5	114,7
Dont : Ménages	90,3	94,7	90,2	89,0	85,9	81,6	84,5	84,2	88,7
Administrations Publiques	13,0	13,8	15,3	19,9	17,8	19,4	19,5	20,3	21,9
ISBLs	1,1	1,6	3,9	4,4	3,8	4,3	4,5	4,0	4,1
Investissement	18,3	18,7	16,8	14,6	16,1	17,9	16,9	16,6	15,8
Formation brute de capitale fixe	18,4	17,3	16,3	14,5	15,5	17,1	16,0	15,2	14,5
Dont : Privée	16,4	12,3	10,8	7,9	8,1	8,6	8,3	9,0	8,9
Publique	1,9	5,0	5,5	6,6	7,4	8,5	7,7	6,2	5,6
variation des stocks	-0,1	1,4	0,5	0,1	0,5	0,7	0,9	1,4	1,3
Exportation nette	-22,7	-28,9	-26,2	-27,9	-23,6	-23,1	-25,5	-25,1	-30,4
Exportations	6,2	6,5	7,0	10,8	6,7	9,3	8,8	11,7	8,9
Importations	28,9	35,3	33,2	38,7	30,3	32,4	34,3	36,8	39,4
PIB	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 11: Taux de croissance réel des emplois du PIB (en %)

Libellés	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Consommation finale	11,2	3,6	8,1	-1,8	3,6	9,2	3,9	11,5
Dont : Ménages	10,6	-0,8	2,7	-4,6	-1,8	7,9	2,0	10,0
Administrations Publiques	11,6	16,1	37,1	11,2	27,6	13,9	14,8	19,5
ISBLs	56,4	153,3	21,6	10,4	29,6	15,1	-5,6	4,2
Investissement	7,9	-6,4	0,1	33,3	19,2	5,8	6,1	1,4
Formation brute de capitale fixe	-0,4	-2,1	2,6	29,9	18,8	4,6	3,0	2,7
Dont : Privée	-20,9	-7,6	-11,3	23,4	14,1	7,7	16,7	4,7
Publique	174,3	11,0	26,3	37,7	23,9	1,5	-12,0	-0,3
variation des stocks	-1666,3	-61,7	-85,1	514,7	31,8	31,5	57,8	-10,9
Exportation nette	34,2	-2,5	16,0	-6,5	7,8	32,2	3,1	31,7
Exportations	9,3	-1,6	67,3	-33,8	46,9	-5,6	39,4	-3,6
Importations	28,8	-2,3	26,9	-14,4	16,7	19,9	12,4	21,6
PIB	5,4	3,4	4,9	3,8	5,1	4,0	4,4	4,9

Tableau 12: Contribution des emplois à la croissance réelle du PIB

Libellés	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Consommation finale	11,7	3,9	8,9	-2,1	3,8	9,5	4,2	12,4
Dont : Ménages	9,6	-0,7	2,4	-4,3	-1,6	6,4	1,8	8,4
Administrations Publiques	1,5	2,2	5,7	1,9	4,5	2,5	2,7	3,7
ISBLs	0,6	2,5	0,8	0,4	1,0	0,6	-0,2	0,2
Investissement	1,5	-1,2	0,0	4,2	3,0	1,0	1,0	0,2
Formation brute de capitale fixe	-0,1	-0,4	0,4	3,7	2,8	0,7	0,5	0,4
Dont : Privée	-3,4	-0,9	-1,1	1,8	1,6	0,7	1,3	0,4
Publique	3,4	0,6	1,4	1,8	0,9	0,1	-0,9	0,0
variation des stocks	1,5	-0,8	-0,4	0,4	0,2	0,2	0,5	-0,2
Exportation nette	-7,7	0,7	-4,0	1,7	-1,8	-6,5	-0,8	-7,7
Exportations	0,6	-0,1	4,6	-3,6	3,1	-0,5	3,5	-0,4
Importations	8,3	-0,8	8,6	-5,3	4,9	5,9	4,3	7,3
PIB	5,4	3,4	4,9	3,8	5,1	4,0	4,4	4,9

Tableau 13 : Consommation finale par produits, en milliards de Fbu

Libellés	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Eau et électricité	3,5	2,1	3,7	4,3	4,6	5,6	7,3	10,6	11,8
Services financiers	2,1	2,4	6,7	8,6	12,2	14,0	15,3	18,9	19,8
Produits de la forêt	7,0	8,4	8,2	8,6	8,3	16,5	22,7	26,8	36,5
Services marchands (domestiques, ...)	35,9	143,4	130,5	118,8	62,4	-20,7	-9,7	2,5	-18,9
Transport et communication	36,1	39,0	74,2	92,8	117,5	92,2	155,9	108,9	265,8
Santé et éducation	53,9	71,9	97,5	125,7	139,3	231,2	265,2	335,2	325,0
Produits manufacturiers	57,2	60,0	92,1	127,1	124,1	174,5	196,7	242,4	273,5
Services administrations	131,1	144,3	203,2	277,6	305,4	349,2	404,9	450,1	501,5
Restauration et hébergement	205,7	218,4	222,6	320,0	328,6	350,0	385,0	465,1	482,3
Produits alimentaires	729,0	740,9	773,9	1088,5	1229,4	1374,1	1633,0	1962,3	2441,7

Total	1261,4	1430,6	1612,8	2172,0	2331,9	2586,5	3076,5	3622,9	4338,8
-------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

Tableau 14: Structure de la consommation finale par produits (en %)

Libellés	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Eau et électricité	0,3	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Services financiers	0,2	0,2	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Produits de la forêt	0,6	0,6	0,5	0,4	0,4	0,6	0,7	0,7	0,8
Services marchands (domestiques, ...)	2,8	10,0	8,1	5,5	2,7	-0,8	-0,3	0,1	-0,4
Transport et communication	2,9	2,7	4,6	4,3	5,0	3,6	5,1	3,0	6,1
Santé et éducation	4,3	5,0	6,0	5,8	6,0	8,9	8,6	9,3	7,5
Produits manufacturiers	4,5	4,2	5,7	5,9	5,3	6,7	6,4	6,7	6,3
Services administrations	10,4	10,1	12,6	12,8	13,1	13,5	13,2	12,4	11,6
Restauration et hébergement	16,3	15,3	13,8	14,7	14,1	13,5	12,5	12,8	11,1
Produits alimentaires	57,8	51,8	48,0	50,1	52,7	53,1	53,1	54,2	56,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 15 : Structure des dépenses de consommation finale en produits alimentaires (en milliards de Fbu)

Libellés	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Produits primaires									
Tubercules et bananes légumes	234,5	221,1	202,9	297,3	319,4	359,6	435,5	375,6	638,5
Légumineuses	78,6	81,9	94,4	142,2	167,9	155,3	237,9	275,7	292,6
Autres	58,2	52,8	67,6	94,1	103,6	113,7	148,4	159,9	186,1
Thé	1,3	1,6	1,2	2,2	1,3	2,7	1,7	3,6	3,3
Produits de l'élevage	7,8	6,3	11,6	14,0	27,6	57,6	43,8	114,1	72,2
Produits de la pêche	14,9	21,6	12,2	27,8	26,7	34,3	36,6	46,5	43,2
Produits des industries alimentaires									
Boissons alcoolisées	175,2	180,5	208,0	252,1	282,1	305,3	356,9	404,5	521,0
Farines et autres produits à base de céréales	87,5	91,5	93,9	137,3	181,6	189,1	206,1	337,0	473,1
Viandes, produits à base de viande, poissons séchés, fumés	30,5	29,1	25,0	49,4	55,8	62,7	60,7	78,1	68,6
Produits à base de fruits et légumes, à base du lait et autres boissons non alcoolisées	9,7	17,4	20,6	26,3	20,3	29,8	37,3	40,2	40,5
Autres produits agroalimentaires	30,7	37,0	36,7	45,9	43,2	64,1	68,1	126,9	105,0
Total	729,0	740,9	773,9	1088,5	1229,4	1374,1	1633,0	1962,3	2444,2

Tableau 16: Structure des dépenses de consommation finale en produits alimentaires (en %)

Libellés	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Produits vivriers									
Tubercules et bananes légumes	32,2	29,8	26,2	27,3	26,0	26,2	26,7	19,1	26,1
Légumineuses	10,8	11,1	12,2	13,1	13,7	11,3	14,6	14,0	12,0
Autres	8,0	7,1	8,7	8,6	8,4	8,3	9,1	8,1	7,6
Thé	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1
Produits de l'élevage	1,1	0,9	1,5	1,3	2,2	4,2	2,7	5,8	3,0
Produits de la pêche	2,0	2,9	1,6	2,6	2,2	2,5	2,2	2,4	1,8
Produits des industries alimentaires									
Boissons alcoolisées	24,0	24,4	26,9	23,2	22,9	22,2	21,9	20,6	21,3
Farines et autres produits à base de céréales	12,0	12,4	12,1	12,6	14,8	13,8	12,6	17,2	19,4
Viandes, produits à base de viande, poissons séchés, fumés	4,2	3,9	3,2	4,5	4,5	4,6	3,7	4,0	2,8
Produits à base de fruits et légumes, à base du lait et autres boissons non alcoolisées	1,3	2,3	2,7	2,4	1,7	2,2	2,3	2,1	1,7
Autres produits agroalimentaires	4,2	5,0	4,7	4,2	3,5	4,7	4,2	6,5	4,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 17 : Importations par produits, à prix courants en milliards de FBU

Produits	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Produits manufacturiers	266,9	267,3	271,7	387,6	408,3	554,9	589,5	730,1	755,1
Activités extraterritoriales	32,2	137,8	122,1	192,6	96,8	39,0	68,8	69,2	92,7
Produits agroalimentaires	12,9	21,5	27,5	45,8	47,3	59,9	32,3	112,0	91,1
Transport et communication	17,2	16,4	17,6	44,3	57,7	49,9	161,8	54,8	330,1
Services marchands	6,3	8,4	7,8	9,8	11,3	26,7	35,1	41,0	37,6
Services d'assurances et financiers	4,7	4,8	2,4	5,5	3,0	2,4	3,3	1,6	4,1
Produits agricoles et de l'élevage	5,1	2,4	19,6	12,3	11,3	10,6	72,7	130,1	118,0
Energie et mines	0,3	1,1	0,5	0,9	0,5	0,9	0,3	1,0	1,7
Construction	3,9	0,0	0,1	2,5	0,3	0,1	0,4	0,2	0,1
TOTAL	349,3	459,7	469,2	701,4	636,7	744,2	964,3	1140,0	1430,5

Tableau 18: Structure des importations par produits (en %)

Libellés	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Produits manufacturiers	76,4	58,1	57,9	55,3	64,1	74,6	61,1	64,0	52,8
Activités extraterritoriales	9,2	30,0	26,0	27,5	15,2	5,2	7,1	6,1	6,5
Produits agroalimentaires	3,7	4,7	5,9	6,5	7,4	8,0	3,4	9,8	6,4
Transport et communication	4,9	3,6	3,7	6,3	9,1	6,7	16,8	4,8	23,1
Services marchands	1,8	1,8	1,7	1,4	1,8	3,6	3,6	3,6	2,6
Services d'assurances et financiers	1,3	1,0	0,5	0,8	0,5	0,3	0,3	0,1	0,3
Produits agricoles et de l'élevage	1,5	0,5	4,2	1,8	1,8	1,4	7,5	11,4	8,3
Energie et mines	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1

Construction	1,1	0,0	0,0	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 19 : Exportations par produits, à prix courants en milliards de FBU

Produits	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Produits d'exportations (café, thé, coton,...)	22,1	70,7	34,2	84,4	41,2	131,0	105,2	137,6	77,0
Produits agroalimentaires	5,1	3,6	7,8	8,8	8,6	7,7	10,9	15,6	8,0
Autres produits agricoles et de l'élevage	0,7	0,5	2,2	7,1	14,2	0,3	0,2	0,4	0,3
Métaux précieux	1,3	3,0	4,4	0,0	2,4	1,6	2,7	3,7	2,0
Produits manufacturiers	8,7	1,7	17,5	2,3	17,7	5,3	2,8	36,9	59,0
Autres produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9,9
Services marchands	3,7	3,5	4,2	1,1	0,1	4,9	2,7	8,7	9,0
Services de transport et télécommunications	1,8	0,8	1,5	1,1	0,7	0,9	3,0	10,2	22,7
Correction territoriale	32,1	12,2	27,7	96,5	60,3	91,0	119,3	112,8	157,5
TOTAL	75,5	96,1	99,5	201,3	145,2	242,8	246,8	326,0	345,4

Tableau 20: Structures des exportations par produits (en %)

Produits	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Produits d'exportations (café, thé, coton,...)	29,2	73,6	34,4	41,9	28,4	54,0	42,6	42,2	22,3
Produits agroalimentaires	6,7	3,7	7,9	4,4	5,9	3,2	4,4	4,8	2,3
Autres produits agricoles et de l'élevage	0,9	0,6	2,2	3,6	9,8	0,1	0,1	0,1	0,1
Métaux précieux	1,8	3,1	4,4	0,0	1,7	0,7	1,1	1,1	0,6
Produits manufacturiers	11,6	1,7	17,6	1,1	12,2	2,2	1,1	11,3	17,1
Autres produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,9
Services marchands	4,9	3,7	4,2	0,6	0,1	2,0	1,1	2,7	2,6
Services de transport et télécommunications	2,4	0,9	1,5	0,5	0,5	0,4	1,2	3,1	6,6
Correction territoriale	42,6	12,7	27,8	47,9	41,5	37,5	48,3	34,6	45,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Annexe 2 : Méthodologie d'élaboration des comptes nationaux

I. INTRODUCTION

Cette partie du rapport concerne la méthodologie utilisée pour l'élaboration des comptes nationaux, les nomenclatures utilisées ainsi que les différentes sources de données et les estimations faites pour certains secteurs dans le calcul de la production.

II. GENERALITES

II.1- Sur la comptabilité nationale

La comptabilité nationale est une technique statistique d'observation et de mesure des faits économiques. Elle informe de manière synthétique sur la situation économique d'un pays. Son objectif principal est de fournir une représentation simplifiée et complète de l'économie. Aussi doit-elle parvenir à une description complète et cohérente de la réalité économique, de sorte qu'on puisse y retrouver les principaux aspects de l'activité économique de la collectivité considérée.

Il s'agit également d'un instrument utilisé pour la prévision économique, et qui fournit des indicateurs permettant d'opérer des comparaisons internationales. En somme, c'est un excellent outil d'information mis à la disposition des utilisateurs pour analyser l'économie aussi bien dans sa structure que dans son évolution.

II.2- Sur les recommandations internationales

La méthodologie d'élaboration des comptes nationaux du Burundi que nous présentons dans ce document, est conforme aux recommandations du SCN 1993 et s'intègre harmonieusement dans les normes retenues pour l'harmonisation des méthodes d'élaboration des comptes nationaux des pays membres d'AFRISTAT¹.

II.3- Sur le module ERETES

Sur le plan technique, les comptes nationaux du Burundi sont élaborés à l'aide du logiciel dénommé « Equilibre Ressources Emplois, Tableau Entrée Sortie », ERETES en sigle, développé par l'Union Européenne et la Coopération Française.

ERETES est un outil d'aide à l'élaboration des comptes nationaux. Il permet de faire des Equilibres Ressources Emplois (ERE) par produit, des Comptes de Branche (CB), et de sortir des tableaux de synthèse tel que le Tableau des Ressources et Emplois (TRE)

¹ Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

et le Tableau des Comptes Economiques Intégrés (TCEI), nécessaires à la mise en cohérence et à la validation des informations.

Il permet également de mener un travail en équipe avec une assistance technique intégrée, permettant l'acquisition des méthodes à mettre en œuvre dans le cadre du SCN 93.

II.4-Sur les tableaux de sortie

Les comptes nationaux du Burundi comprennent les comptes des biens et services et les comptes des secteurs institutionnels. Ainsi chaque année sont publiés :

- Un tableau des ressources et des emplois, à prix courants et à prix constants de l'année précédente².
- Un tableau des comptes économiques intégrés.

Ces éléments sont synthétisés dans un document qui reprend ces différents comptes et établit les évolutions à prix constants.

II.5- Sur les innovations méthodologiques

La relance des travaux de production des comptes nationaux au Burundi a apporté quatre innovations principales :

- L'adoption du SCN 1993
- Le choix d'une nouvelle année de base (ici 2005)
- L'utilisation du module ERETES
- La mise en place des nomenclatures de branches d'activités, des produits et des sources de données

Dans ce cadre, un certain nombre de tableaux prévus par le cadre central ont été adoptés : i) un Tableau Ressources-Emplois (TRE) selon les nomenclatures d'activités et de produits retenus ; ii) des travaux analytiques à prix courants et à prix constants; iii) une décomposition des comptes de branche selon cinq (5) modes de production, (y compris l'économie informelle) pour tous les niveaux de branches retenus dans la nomenclature d'activités, ainsi qu'iv) une matrice relative à la population active occupée.

II.6- Sur le choix de la stratégie d'élaboration des comptes

Il n'existe pas de chemin tout tracé pour élaborer les comptes de la nation d'un pays. Certes, il existe un schéma retraçant les lignes de force par lesquelles on peut cheminer, mais de nombreuses variantes sont possibles, compte tenu des moyens disponibles, des caractéristiques économiques locales, la nature et la qualité de l'appareil statistique, etc.

² Ici il faut comprendre que les comptes nationaux en volume sont élaborés en base glissante, toujours l'année précédente sert de référence pour le calcul du PIB constant.

Ainsi, avons-nous choisi de construire les éléments du cadre central suivants : le tableau ressources – emplois (TRE) et le tableau des comptes économiques intégrés (TCEI).

Le TRE est un des éléments du cadre central qui intègre les comptes de branches par type d'activité économique, et les comptes des opérations sur biens et services par type de produit.

Il permet une analyse détaillée du processus de production, des emplois des biens et services et du revenu engendré par la production. C'est aussi un instrument de confrontation de diverses sources. Par ailleurs, il permet le calcul du produit intérieur brut selon les trois optiques, à savoir l'optique production (dans le cadre de comptes de branches), optique « dépenses » (dans l'élaboration des Equilibres Ressources–Emplois et optique revenu (par calcul des revenus dont disposent les secteurs institutionnels).

Le TCEI, quant à lui, est un instrument privilégié pour la conduite de la synthèse finale. C'est le cadre comptable qui synthétise la cohérence du système.

Le TCEI retient la logique des comptes en T (les Emplois à gauche et les Ressources à droite). Les comptes sont articulés entre eux, ce qui se traduit par un enchaînement des sous-comptes de chaque secteur institutionnel d'une part, et une juxtaposition des comptes des secteurs institutionnel d'autre part.

D'une manière générale, les comptes nationaux du Burundi sont élaborés en six étapes principales :

1. La mise en place des nomenclatures et la définition des sources
2. La collecte et le traitement des sources ;
3. Les pré-arbitrages ;
4. Les travaux analytiques ;
5. La synthèse ;
6. La préparation de la campagne suivante.

La première étape est mise en place une fois pour toute, lors de l'élaboration de l'année de base, qui elle-même est faite théoriquement tous les dix ans. Les trois étapes suivantes se situent en amont des travaux proprement dits. Les travaux analytiques consistent en l'élaboration des équilibres ressources-emplois (ERE), des comptes de branches (CB) et des comptes des secteurs institutionnels.

Au cours des travaux d'élaboration des comptes, plusieurs opérations de synthèse sont nécessaires pour rendre les données issues de différentes sources cohérentes. La synthèse finale est le moment idéal pour réaliser les grands arbitrages, en vue de rechercher la cohérence macro-économique.

III. NOMENCLATURES ET SOURCES DE DONNEES

III.1. Nomenclatures

Les nomenclatures ont pour objectifs d'une part de faciliter le traitement des données par un outil informatique, et d'autre part d'être utilisées pour la collecte et la diffusion des informations statistiques. Les nomenclatures servent aussi à assurer la comparaison internationale des statistiques.

Les principales nomenclatures mises en place pour les comptes nationaux concernent les :

- Branches d'activités
- Produits
- Opérations
- Sources de données

La nomenclature d'activités vise à classer les différentes activités économiques, c'est-à-dire les activités socialement organisées, en vue de la production de biens ou de services. Le champ des activités économiques est celui retenu dans le SCN 93.

III.2. Sources de données

Les sources de données utilisées dans l'élaboration des comptes nationaux couvrent l'ensemble des statistiques économiques du Burundi.

Présentation des sources de données

La comptabilité Nationale se veut un instrument de mesure de l'activité économique; par conséquent, elle est essentiellement quantitative. Les sources de données utilisées sont recueillies à travers l'ensemble des activités exercées sur le territoire économique national. Il s'agit d'un travail de collecte de données déjà recueillies par les autres administrations publiques ou privées, ou alors d'enquêtes ponctuelles et légères.

Ici on peut citer à titre d'exemples, les différents rapports produits au niveau des administrations publiques sur les recettes et dépenses de l'Etat, les données issues des différents ministères sur l'agriculture, l'élevage, la pêche ainsi que la sylviculture, sur les statistiques du commerce extérieur, la balance des paiements, les bilans des entreprises publiques et privées, etc.

Toutes ces données subissent un traitement informatique, suivant le SCN 1993 et l'utilisation de l'outil ERETES.

TRAITEMENT DES SOURCES

Agriculture vivrière

Au Burundi, les cultures vivrières couramment cultivées sont les céréales, les légumineuses, les tubercules, les fruits, les palmistes et les autres produits vivriers. Les statistiques concernant ces cultures sont collectées au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.

Les données issues de ce ministère sont des productions en quantités. Il faut alors chercher les prix au moyen desquels valoriser ces quantités. Dans notre pays, jusqu'à maintenant, les prix au producteur ne sont pas disponibles. Pour remédier à cela, une méthode pour estimer ces prix a été élaborée par le service en charge des comptes nationaux et est basée sur le calcul de la moyenne des minima à partir des prix à la consommation fournis par le service en charge des prix à la consommation de l'ISTEEBU. Pour chaque produit constituant le panier de la ménagère, on détermine le minima des prix à la consommation selon les provinces et à la fin on prend la moyenne des minima au niveau national.

A partir des quantités fournies par le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et des prix à la production agricole calculés au niveau de l'ISTEEBU, on obtient la production agricole en valeur.

La production est scindée en deux :

- production marchande et ;
- production non marchande qui sera consommée par les producteurs eux-mêmes.

Les taux d'autoconsommation utilisés proviennent de la dernière enquête auprès des ménages sur les dépenses de consommation en 1998. Cependant, ces taux sont obsolètes et il y a donc nécessité de les actualiser, pour améliorer les données des comptes nationaux.

Agriculture d'exportation

Dans notre pays, les cultures industrielles couramment pratiquées sont: le café, le coton, et le thé. A ces trois produits s'ajoute aussi le quinquina.

Les informations y relatives sont recueillies auprès des entreprises qui cultivent et commercialisent ces cultures même chose que les prix au producteur. En effet, pour le café, les données sont fournies par l'ARIFIC, pour le thé par l'Office du Thé du Burundi (OTB), pour le coton par la Compagnie de Gérance du Coton (COGERCO), et pour le quinquina par la SOKINABU.

Cependant, pour ce qui concerne le café, comme c'est une culture qui s'étend sur 2 années, les données fournies concernent donc la période couverte par une campagne donnée et non la période de janvier à décembre.

Des sous-estimations de la production fournie par ces différentes institutions s'observent, notamment la production du café cerise, à partir de laquelle les ménages produisent le café parche washed.

En effet, cette production, n'est pas valorisée dans la production cerise que fournit l'ARIFIC, au cours d'une campagne donnée.

Néanmoins, les taux de conversion du café cerise en café parche washed étant connus, les comptables nationaux estiment eux-mêmes cette production du café cerise, à partir des quantités fournies pour le café parche washed.

Sylviculture

La sylviculture est un domaine qui n'est pas bien maîtrisé, suite à un problème de disponibilité de données au niveau du ministère de l'environnement.

Elevage

Pour l'élevage, les informations fournies par la Direction Générale de l'Elevage concernent les effectifs du bétail ainsi que les quantités des sous produits de l'élevage, tels que le lait, le miel, etc. Celui-ci nous fournit également le nombre d'animaux abattus qui sera utilisé pour le calcul de la production en viande.

Les difficultés rencontrées pour le traitement de ces données est l'absence des prix aux producteurs pour ces animaux, pour estimer la production en valeur.

Pêche

Les données sur la pêche sont fournies par le Département de la pêche du Ministère de l'agriculture et de l'élevage. Les prix à la consommation ont pour source les relevés de l'ISTEEBU. Elles concernent les poissons frais seulement. Il s'agit de la production en volume, en valeur et les prix à la production.

Transformations alimentaires

a) Productions des abattages

Après le traitement des données récoltées au niveau du département de l'élevage, les effectifs des animaux mises en consommations intermédiaires sont ceux là qui vont être abattus pour donner de la viande. Le taux de transformation en viande dépend de l'animal. D'après les études réalisées un bovin donne en moyenne 150 kg de viande, un ovin ou caprin donne en moyenne 15 kg, un porcine donne en moyenne 30kg ; tandis qu'un lapin ou une volaille abattu donne 1kg de viande.

b) Transformation et conserves de poissons

La production en poissons séchés s'obtient à partir de la production des poissons frais. Pendant l'enquête réalisée au cours du mois de novembre 2007, on a constaté que 35 % de la production en poissons frais va au séchage. Le taux de transformation est de 2/3, c'est-à-dire que la quantité des poissons séchés représente deux tiers de la quantité de poissons frais mis en séchage.

Les conserves en poissons frais sont négligeables. Les poissons frais qui sont sur le marché proviennent des importations.

c) Fabrication des boissons du secteur informel

Les données utilisées sont issues des productions vivrières fournies par le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et les taux de transformation par l'Enquête de Budget et Consommation auprès des ménages de 1998.

Les boissons dont nous faisons allusion ici concernent le vin de bananes et la bière de sorgho, produites par les ménages.

Production du vin de bananes :

A partir de la production des bananes à bière récoltée au niveau de l'agriculture, on y applique un taux de transformation déjà vérifié, que deux kilogrammes de bananes donnent un litre de vin de bananes.

Production de la bière de sorgho :

La conversion de la farine de sorgho en bière de sorgho suit le principe que un kilogramme donne deux litres de bière de sorgho.

d) Travail des graines

Pour les produits farineux à base de céréales et du manioc

Après avoir obtenu les productions des céréales, et du manioc frais auprès du ministère de l'agriculture, ces produits sont transformés en farines selon le taux de conversion suivant : 80% pour le maïs, le sorgho le blé et l'éleusine, et 70% pour le manioc.

Pour le maïs, la production qui entre en transformation s'obtient après avoir enlevé les semences pour un taux de 2% et les maïs en grains consommés en l'état pour un taux de 17%.

Pour les autres céréales; on enlève seulement les semences pour des taux de 3%, 9%, 2% et 4%, respectivement pour le riz paddy, le blé, le sorgho et l'éleusine ; et tout le reste de la production entre en consommation intermédiaire pour la production du riz décortiqué et des farines.

Pour le riz, cents kilos de riz paddy donnent soixante et sept kilos de riz décortiqué.

e) Autres industries agroalimentaires

Cette branche comprend tous les autres produits alimentaires non cités en haut. Il s'agit de l'huile de palme et les autres huiles, les pâtes alimentaires, fabrication des produits à base de tabac et autres.

La production de l'huile de palme est obtenue à partir de la transformation des régimes de palme, d'après les données de l'enquête cents kilos de régimes donnent dix huit litres d'huile de palme (source EBCM 98).

✚ Calcul des indices et des prix utilisés pour le calcul du PIB en volume

A l'ISTEEBU, nous disposons d'un service qui s'occupe des relevés des prix au niveau national, et ce sont les prix à la consommation qui sont concernés. Cependant, les moyens dont dispose l'ISTEEBU ne lui permet pas de collecter les prix à la production. C'est pourquoi nous faisons chaque année recours aux prix à la consommation pour calculer les prix à la production, par la méthode de calcul des moyennes des minima des prix à la consommation observés au niveau national.

Les indices de prix utilisés en comptabilité nationale découlent également de ces prix observés au niveau national, en comparaison avec ceux qui étaient observés l'année précédente.

✚ Statistiques d'entreprises

a) Collecte des bilans des entreprises

Les bilans comptables sont établis selon les normes du plan comptable en vigueur au Burundi. Ils contiennent les informations d'ordre général sur l'entreprise (son identification), les comptes de gestion, les comptes des mouvements patrimoniaux, le bilan, les tableaux de fiscalité et les annexes qui reprennent en détail les informations des comptes de gestion.

Un échantillon a été tiré au moyen d'un tirage aléatoire stratifié et les bilans comptables des entreprises constituant notre échantillon étaient au départ collectés directement auprès de ces entreprises industrielles et commerciales, au cours d'une enquête annuelle que l'ISTEEBU mène. Cependant, avec la réticence observée par les chefs de ces entreprises pour fournir les données, il a été décidé de collecter ces bilans auprès de l'Office Burundais des Recettes. Les entreprises de l'échantillon qui ne déposent pas leurs bilans au niveau de l'OBR pour un exercice donné, sont estimés en suivant les critères de pondération (taille de l'entreprise et sa branche d'activités).

La base de sondage est constituée de la liste exhaustive de toutes les entreprises du secteur commercial (y compris celles des services marchands) et industriel dressé à partir du répertoire des entreprises mis à jour à la fin de chaque année.

L'échantillon est établi sur base d'un sondage stratifié selon la branche d'activité et la taille, à savoir le nombre de personnes occupées. Les branches sont considérées comme des strates.

Dans chaque branche, les entreprises sont ordonnées selon leur poids (effectifs des salariés) et sont tirées systématiquement. Généralement, l'on retient les entreprises dont leur poids excède 70%.

Après la collecte et le traitement des données des entreprises échantillons, on fait d'abord l'estimation des entreprises échantillons qui n'ont pas pu répondre et ensuite l'extrapolation, et cela selon la branche d'activité à laquelle appartiennent les entreprises.

En résumé, les branches des entreprises concernées pour l'enquête sont synthétisées dans le tableau ci-dessous:

Tableau 1 : Branches des entreprises et leur code Comptabilité Nationale concernées par l'enquête

Sous branches d'activité	Code Comptabilité Nationale
Agriculture d'exportation	2
- Production de café marchand	2004
- Production du thé sec	2005
- Autres cultures d'exportation	2006
Activités extractives	6
- Autres activités extractives	6000
Industries agroalimentaires	7
- Fabrication des boissons	7004
- Travail des graines	7006
- Autres industries agroalimentaires	7009
Autres industries manufacturières	8
- Fabrication des textiles et articles en textile	8001
- Fabrication de papiers, cartons et articles en papiers et en carton	8004
- Édition, imprimerie et reproduction d'enregistrements	
- Fabrications des produits chimiques, caoutchouc et plastics	8005
- Fabrication des verres, poteries et matériaux pour la construction	8006
- Activités de métallurgie, fonderie et ouvrages en Métaux	8007
Production et distribution d'électricité de gaz et d'eau	9
- Production et distribution d'électricité et de gaz	9001
- Captage, traitement et distribution d'eau	9002
Construction	10
- Construction	10000
Commerce et réparation des véhicules	11
- Activités de commerce	11001
- Services de réparation	11002
Activités auxiliaires de transport et communications	12
- Transport terrestre	12001
- Transport maritime	12002

- Transport aérien	12003
- Les services annexes au transport	12004
- Services des postes, télécommunications et Internet	12005
Autres services marchands	14
- Activités de restauration et d'hébergement	14001
- Services immobiliers et gestion immobilière	14002
- Services informatiques et annexes	14003
- Autres services marchands	14004
Santé et action sociale	17
-Services de santé humaine et action sociale	17001
Activités à caractère collectif ou personnel	18
-Autres activités des services personnels	18009

b) Traitement des données

Le traitement de données de bilans comptables consiste au passage de la comptabilité générale à la comptabilité nationale.

En effet, toute opération nécessaire au calcul de la production des entreprises et/ou aux autres variables telles les salaires, les consommations intermédiaires, l'investissement, les différentes formes de stocks, etc.. est prise en compte et codifiée selon les codes de la nomenclature des opérations.

Sociétés Non Financières (SNF)

L'on commence généralement par la production dans la mesure où elle permet de classer chaque unité dans une branche d'activité en tenant compte du critère d'activité principale. Celle-ci contient la production vendue et la production stockée (déstockée) et est enregistrée produit par produit, car la production est appréhendée par branche et par produit. Pour une entreprise donnée, sa production totale est donc la somme des deux : la production vendue et la production stockée.

En ce qui concerne la production non marchande, les données nécessaires pour son calcul sont tirées du tableau du bilan intitulé « Travaux faits par l'entreprise pour elle même ». Une partie des rubriques de ce tableau va en complément à la FBCF notamment les travaux de recherche.

Les autres rubriques sont codifiées selon le type de production effectuée. Les différentes productions sont regroupées par branches d'activité en référence à l'activité principale de la branche concernée.

Sociétés Financières (SF)

Les sociétés financières font référence aux institutions financières (banques) et auxiliaires d'assurances. Les données sont collectées à partir de l'enquête annuelle que mène l'ISTEEBU chaque année auprès des différentes institutions bancaires et des auxiliaires d'assurance.

❖ Cas des banques

Les variables « Intérêts et commissions reçues » et « Intérêts et commissions versées » permettent d'obtenir la production de l'entreprise bancaire suivant les formules suivantes : **$Production = \text{intérêts reçus} - \text{intérêts versés} + \text{commissions nettes}$**

❖ **Traitement du Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurée (SIFIM)**

Le SIFIM correspond au différentiel d'intérêts, c'est-à-dire la différence entre les intérêts reçus et les intérêts versés. Selon le SCN 93, il peut être traité de 2 manières différentes, soit en consommation finale pour les différents secteurs institutionnels et là ça suppose que vous devrez disposer de tous les intérêts reçus et versés par chaque secteur, soit en consommation intermédiaire, et là vous supposez qu'il y a une branche fictive, dénommée « SIFIM », qui va donc consommer ce service en consommation intermédiaire. SIFIM étant donc une branche fictive, elle n'a pas par conséquent de production.

Au Burundi, c'est cette deuxième option qui a été choisie car les institutions bancaires du pays n'ont pas pu mettre à notre disposition toutes les informations en rapport avec les intérêts reçus et versés par chaque institutionnel.

❖ **Cas des sociétés d'assurances**

Les indemnités dues de l'exercice, les primes acquises, les produits financiers et les commissions encaissées donnent la production de la manière suivante :

$$Production = \text{primes acquises} + \text{produits financiers} - \text{sinistres de l'exercice} - \text{variation des primes actuelles}$$

🌈 **Statistiques des administrations publiques**

Les sources statistiques disponibles sur les administrations publiques sont essentiellement de nature comptable. Ces documents présentent une grande diversité d'une unité à l'autre, c'est pourquoi, il est généralement difficile de les transposer selon les besoins de la comptabilité nationale. Il convient alors de s'informer avec précision sur les règles qui président à leur élaboration.

La complexité du secteur des administrations publiques nous conduit à le diviser en plusieurs sous-secteurs qui sont :

- les collectivités publiques locales (communes) ;
- l'administration publique centrale qui nous fournit :
 - *Budget ordinaires (BO) et
 - *le Budget Extra ordinaire d'investissement (BEI)
- les administrations publiques décentralisées qui sont :
 - *Les Administrations Personnalisées de l'Etat (APE) et,
 - *Les Etablissements publiques à caractère Administrative(EPA).

Dans la suite nous allons focaliser l'attention sur les documents comptables généralement utilisés, les travaux transversaux et le calcul de la CCF.

1) Statistiques des collectivités locales

Le "*Budget Communal*" et le "*Compte Administratif Communal*" constituent les principales sources de données relatives aux recettes et aux dépenses des collectivités publiques locales.

Le budget communal est un document prévisionnel, qui fournit les informations suivantes telles que les prévisions des recettes et des dépenses de l'exercice budgétaire des années n et n-1, ainsi que les recettes et les dépenses portées dans le compte administratif de l'exercice budgétaire.

Le compte administratif communal fournit le compte rendu précis sur l'exécution du budget communal.

L'option que nous retenons en comptabilité nationale est le « droit constaté », c'est-à-dire que nous travaillons sur la base des engagements et sur les dépenses de la caisse.

2) Budget de l'Administration Publique Centrale

Présentation générale

C'est le livre-journal des dépenses de la comptabilité publique de l'administration centrale. Il est produit annuellement par l'administration en charge de l'exécution du budget.

Bref, les données de l'administration viennent d'une part, du budget de l'état qui montre les dépenses et d'autre part, de la reddition des comptes qui montre les recettes. Ces deux documents sont tous collectés auprès du ministère des finances.

Traitement des données

Le budget de l'état montre les détails des dépenses par ministère: les salaires et traitements bruts, les cotisations sociales, les dépenses d'investissement et les dépenses en biens et services.

Quant aux recettes, elles sont détaillées dans la reddition des comptes, tels que les impôts sur produit et production, les impôts à l'importation, les transferts reçus de l'extérieur ainsi que les autres productions marchande de l'administration.

A côté des sources de l'administration centrale, d'autres sources d'information sont utilisées notamment les rapports financiers de L'Institut Nationale et de la Sécurité Sociale (INSS) et la Mutuelle de la Fonction Publique (MFP), pour évaluer la production de la sécurité sociale.

Le traitement commence par la codification de toutes les dépenses par chapitre ministériel en tenant compte de la branche d'activité, des produits consommés et de l'opération.

C'est la même chose pour ce qui concerne les rapports financiers de L'INSS et la MFP où on relève de même les dépenses et les recettes.

Calcul de la production des APU

Comme le prévoit le SCN 93 la production des APU est la somme des coûts de production à savoir:

- Les consommations intermédiaires,
- La rémunération des salariés,
- Autres impôts et taxes sur la production,
- La consommation de capital fixe.

La production marchande est la somme des productions marchandes inventoriées dans les recettes de l'état et les recettes des EPA et APE

La production non marchande est égale à la production de l'administration moins la production marchande.

Estimation de certaines productions

La collecte de ces informations statistiques n'est généralement pas exhaustive ; c'est pourquoi nous sommes obligés de procéder à l'estimation des données manquantes à partir des subventions reçues par les sociétés publiques. L'hypothèse retenue est que les éléments de recettes ou de dépenses évoluent dans les mêmes proportions que les subventions entre l'année n-1 et l'année n.

Quant aux données des écoles, universités, hôpitaux et centres de santé privés, l'estimation se fait à partir des données de l'enquête nationale effectuée auprès de ces derniers, se référant aux années 2005 et 2006. L'hypothèse retenue est que le taux de croissance de la production, observé au cours de cette période est presque constant.

Statistiques du commerce extérieur

Présentation

Le commerce extérieur peut être défini comme échanges de biens et services entre résidents et non résidents d'une économie.

Les sources de données des statistiques du commerce extérieur sont :

- l'administration des douanes(OBR) pour les exportations et les importations des biens ;
- La banque centrale qui est chargé de la production de la balance des paiements pour les importations et les exportations des services ;

Statistiques douanières

Elles sont envoyées sous forme de base de données ACCESS. Les statistiques du commerce extérieur sont exprimées en poids et en valeurs. La valeur est exprimée F.A.B (Franco à bord) pour les l'exportations et C.A.F (coûts, assurances, frêts) pour les importations.

Comme la nomenclature utilisée en douane est le Système Harmonisé de Désignation et de codification des marchandises (SH), le service en charge la Comptabilité Nationale a mis en place une table de passage permettant de passer de la nomenclature HS à la nomenclature des produits utilisée en Comptabilité Nationale(NOPEMA).

Données du commerce extérieur

Le traitement des données du commerce extérieur se fait en plusieurs étapes :

- le passage de la nomenclature SH vers la nomenclature de la comptabilité nationale ;
- le regroupement des données ;
- le passage CAF/FAB ;
- la préparation de la matrice des taxes pour les importations et pour les exportations.

Passage de la nomenclature SH vers la nomenclature de la comptabilité nationale

Ce passage se fait en utilisant la table de passage déjà établie qui permet de passer de la codification SH à la codification NOPEMA. A chaque code SH est lié à un code des produits de la comptabilité nationale. Il s'agit de convertir ces données sous le format du chargement du module ERETES.

Regroupement des données

Après le changement de codification, les biens ayant le même code se regroupent ensemble pour pouvoir préparer une feuille chargeable dans le module ERETES.

Passage CAF/FAB

Les importations étant enregistrées à la douane au prix CAF, c'est-à-dire intégrant les services liés au transport, à l'assurance et entreposage des biens, on sépare ce coût liés à ces services, pour ne rester qu'avec les importations évaluées au prix FAB, comme les exportations le sont. Ces autres services seront traités au niveau de la balance des paiements.

🚦 Balance des paiements

Par définition, la balance des paiements est un état statistique dont l'objet est de recenser sous une forme comptable les flux économiques et financiers intervenus

entre résidents et non résidents au cours d'une période déterminée, généralement une année. Elle est mise au point par les services de la Banque de la République du Burundi (BRB), conformément aux recommandations internationales faites par le FMI en la matière et est compatible avec le Système de Comptabilité Nationale.

Elle constitue l'une des sources de données utilisées dans l'élaboration des comptes nationaux et c'est le seul document qui retrace les échanges effectués avec le reste du monde au cours d'une année.

Cependant, elle n'est pas comme telle une source comptable, sinon une élaboration qui relève des mêmes méthodologies que celles utilisées pour l'élaboration des comptes nationaux : collecte de sources les plus diverses, mises en cohérence dans le cadre d'un schéma comptable de configuration similaire à celui utilisé pour les comptes nationaux.

Toutefois, la balance des paiements se présente comme un document comptable, en crédits et débits, tenu du point de vue de la nation. En principe, chaque opération donne lieu à écriture de part et d'autre, dans la mesure où des flux existent dans les deux sens.

Les flux sont tous mesurés en valeur monétaire; il s'agit normalement du Franc Burundi, néanmoins pour question de comparaison internationale ou régionale, elle peut être élaborée dans une monnaie autre que le Franc Burundi, le plus souvent en dollars américain.

Dans de tels cas, il importe alors de connaître la technique des taux de change utilisée pour passer d'une mesure à l'autre (taux au jour le jour ou taux moyen annuel par exemple).

Il peut arriver que les données de la Balance des paiements ne soient pas utilisées comme telles, lors de l'élaboration des comptes nationaux, du fait que les comptes nationaux disposent sur le commerce extérieur d'informations plus complètes (en particulier pour ce qui concerne le commerce non déclaré en douanes, qu'il s'agisse ou non de contrebande) que les gens en charge de l'élaboration de la balance des paiements. Aussi, pour ce qui concerne les exportations du café, comme le rapport utilisé renseigne les transactions faites au cours de la campagne et non au cours de l'année civile, c'est donc la valeur des importations issue du rapport de l'ARIFIC (ou OCIBU à l'époque) qui était retenue, pour question de cohérence, car le rapport ne mentionnait pas la valeur des stocks.

Il est donc recommandé que les deux institutions, ici la BRB et l'ISTEEBU, travaillent étroitement et que les comptes nationaux soient informés sur les évaluations faites par leurs collègues en charge de l'élaboration de la balance des paiements. De même, lorsqu'il y a eu changement de méthodologie ou utilisation d'un nouveau manuel de balance des paiements.

Le tableau ci-dessous retrace le passage entre les opérations de la balance des paiements et celles de la comptabilité nationale. Cependant, le compte d'opérations

financières ne fait pas objet de traitement ici, puisque l'ISTEEBU n'a pas encore commencé à produire les comptes financiers.

Tableau de passage des opérations de la Balance des paiements à celles de la comptabilité nationale

Postes de la Balance des paiements	Crédit -BDP (Emplois dans le SCN)	Débit -BDP (Ressources dans le SCN)
1. COMPTE DES OPERATIONS COURANTES		
A. Biens et services (Compte de biens et services)	P6	P7
a. Biens (exportations FAB - importations FAB)	P61	P71
b. Services	P62	P72
- <i>transport</i>		
- <i>voyages</i>		
- <i>autres services</i>		
B. Revenus (Compte du revenu du primaire)		
- <i>Rémunérations des salariés</i>	D11	D11
- <i>Revenus des investissements</i>	D42	D42
C. Transferts courants (Compte du revenu secondaire)		
- <i>Administrations publiques</i>		
* Taxes douanières	D5	D5
* Subventions accordées/reçues pour soutenir le budget courant, contributions gouvernementales aux budgets administratifs des organisations internationales, etc	D74	D74
* Transferts courants divers des administrations publiques, comme contributions d'adhésion à des organisations internationales et autres transferts courants	D75	D75
- <i>Autres secteurs (sociétés financières, sociétés non financières, ISBLSM)</i>		
* Envois de fonds des travailleurs expatriés transferts en espèces réalisés par les travailleurs étrangers à des résidents appartenant à l'économie d'origine des travailleurs	D75	D75
* Transferts courants divers comme successions, contributions à des organisations religieuses, scientifiques, culturelles et caritatives, dons, aides, subventions, etc,	D75	D75
2. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES		
dont:		
a. Transferts en capital	D9	D9
- Administrations publiques		
- Autres secteurs		
b. Acquisitions/Cessions d'actifs non financiers non produits	NP	NP

IV. TRAVAUX ANALYTIQUES

Les travaux analytiques se déroulent autour de deux tableaux de travail: le tableau des comptes de branche (CB) et le tableau des équilibres ressources-emplois (ERE). Ils sont synthétisés dans le Tableau des Ressources et Emplois (TRE).

Equilibre Ressources-Emplois (ERE)

L'ERE est un tableau travail où sont confrontées l'offre et la demande d'un produit donné. C'est un équilibre ex post. Les ERE peuvent être réalisés en quantité physique ou/et en valeur; à prix courants et à prix constants. Il est construit pour chacun des 73 produits de la nomenclature.

Ce tableau présente les ressources du produit et les emplois qui en sont faits. Son élaboration part des données directement disponibles: les ressources valorisées à prix de base, en faisant les hypothèses appropriées pour les emplois; l'on procède donc aux arbitrages à ce stade.

Les ERE sont réalisés en valeur, mais pour certains biens, surtout pour les produits participant à une filière, ils sont aussi réalisés en quantité physique. L'on parle de filière lorsqu'un des outputs d'une branche est input privilégié d'une autre branche en raison des liens techniques qui les unissent. A titre d'exemple, le café constitue une filière, ainsi que le thé.

Comptes de Branche (CB)

Le CB est un tableau qui présente les comptes de production et d'exploitation par mode économique de production, l'emploi (population active occupée) et quelques ratios économiques. Les comptes de branche sont construits pour les 57 branches du niveau 3 de la nomenclature d'activité.

Ce tableau présente en ligne les différentes opérations des comptes de production et d'exploitation puis les données disponibles sur l'emploi et quelques ratios économiques.

En colonne l'on retrouve les différents modes de production : formel c.à.d. les DSF, formel non déclaré, formel sous-déclaré, les Administrations Publiques, l'informel et les ménages.

Le mode 1 contient les données issues des Administrations Publiques.

Le mode 2 de production qui correspond formel DSF est constitué des données comptables qui ne sont plus modifiables, sauf en d'erreur de chargement.

Le mode 3 correspondant au formel hors DSF contient les données estimées des entreprises connues n'ayant pas fourni de DSF. Cette évaluation se fait grâce au fichier des entreprises qui renseigne sur le poids des entreprises manquantes et sur la tendance d'évolution de la branche.

Le mode 4 qui retrace la sous déclaration des entreprises formelles se fait à partir du respect du coefficient technique de référence de la branche et de l'évolution temporelle ou d'un document tiers.

Le mode 5 qui retrace l'informel se fait à partir des informations issues en général des enquêtes spécifiques ou d'une source quelconque ; il en est de même pour les ménages.

La production est répartie par mode de production et par produit ; ce qui explique une articulation entre le CB et l'ERE.

De façon générale, l'on commence par la réalisation des ERE ; lorsque tous les ERE d'une branche sont effectués, l'on passe à l'élaboration du CB compte tenu de l'articulation entre la nomenclature d'activité et celle des produits ; à chaque activité correspond des produits. Les arbitrages ou les estimations faites au niveau de la production de la branche se répercutent sur les produits concernés, déséquilibrant de ce fait les ERE préalablement effectués. L'on revient donc les rééquilibrer avec la possibilité de révision des premiers arbitrages faits à ce niveau. Il y a donc des allers-retours à faire entre CB et ERE.

Le CB est important pour réaliser la transposition de ces comptes selon les secteurs institutionnels. Il permet de dégager les soldes suivants: la valeur ajoutée, l'excédent brut d'exploitation et le revenu mixte. Il n'y a donc pas d'équilibre à réaliser ici. Ce tableau permet de vérifier des nombreuses cohérences économiques. C'est le rôle assigné aux ratios prévus par le module ERETES.

